

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3607

28 novembre 2014

SOMMAIRE

Amber Properties S.à r.l.	173090	ExxonMobil Netherlands Holdings	173098
Arvali S.A.	173090	Familyfond S.A.	173097
Aurfer Participations S.A.	173090	Fattal Hotels Holdco S.à r.l.	173097
B&C HoldCo S.à r.l.	173090	FFTA Investments SA	173097
Bil Manage Invest S.A.	173091	FIBEM	173098
Binda International Manufacture S.A.	173091	Fininvest Quarta	173100
Binda International S.A.	173091	Fininvest Quarta	173099
Blu 281 S.A.	173091	Flaming June S.A. - SPF	173099
Borealis Investments S.A.	173092	Foyer Distribution S.A.	173099
BP Bio Project Holding S.A.	173092	Fuandre S.A.	173099
Brofinanz G.m.b.H.	173092	G.B.M. Trading S.A.	173100
Bruk S.à r.l.	173092	G - Consulting S.à r.l.	173100
Bussardi S.à r.l.	173093	Hogepa S.A.	173134
Cable TV S.A.	173093	Ikra Sicav	173136
Cable TV S.A.	173093	International Marketing Investment Group S.A.	173135
Capa S.A. SPF	173129	Investec Asset Management Luxembourg S.A.	173134
Capernaum Finance S.A.	173095	Jantinori 1 Sà r.l.	173134
Carrosserie Roemen, S.à r.l.	173094	JB Mac Nortance S.A.	173136
Carvalho Cabral S.à r.l.	173095	J F D S.à r.l.	173136
CC Global Investments Master Fund	173095	J.H. Bauunternehmen	173135
CC Holdco (Luxembourg) S.à r.l.	173096	J.J.M.T., s.à r.l.	173135
Communication - System & Business Con- sulting	173094	Joa Holdco S.A.	173135
Conderton Group Holdings S.à r.l., SPF	173094	Kansas City Southern International Invest- ments	173135
Covent Garden Holdings S.à r.l.	173094	LogiCor Topco S.à r.l.	173136
Crystal Falls S.A.	173133	Phoenix III Mixed W	173100
Energreen Investment S.à r.l.	173133	Phoenix III Mixed X	173107
EPE European Private Equity S.A.	173096	Saddle LuxCo S.à r.l.	173118
Eurinvest	173098	S&B Minerals S.A.	173113
European Commercial Industrial Compa- ny	173096	S.I.SM S.A.	173113
Euwub S.A., SPF	173096	Smotritch S.à r.l.	173121

B&C HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 201.762,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 124.867.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour B&C Holdco S.à r.l.
Un Mandataire*

Référence de publication: 2014171102/11.

(140195503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Aurfer Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 140.673.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 2014 que:

- Madame Orietta RIMI, employée privée, née à Erice (Italie) le 29 septembre 1976 et demeurant professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg, a été nommée administrateur en remplacement de Monsieur Bertrand MICHAUD, administrateur démissionnaire.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2019.

- Le siège social est transféré du 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg au 19, Boulevard Grande-duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 05 novembre 2014.

Référence de publication: 2014171097/17.

(140195781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Arvali S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 151.751.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 4 novembre 2014 que les administrateurs de catégorie B, M. Fernand HEIM et M. Marc SCHMIT, ainsi que le commissaire aux comptes, M. Marco RIES, se sont démis de leurs fonctions respectives avec effet immédiat.

Luxembourg, le 4 novembre 2014.
SG AUDIT Sarl

Référence de publication: 2014171092/12.

(140196051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Amber Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 129.199.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 Septembre 2014.
AMBER PROPERTIES S.à r.l.
Rachel Hafedh
Gérant

Référence de publication: 2014171056/14.

(140195962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Bil Manage Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 178.517.

Les statuts coordonnés rectificatif de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en tant que rectificatif des statuts coordonnés déposé en date du 26 mai 2014 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (L140086897).

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Référence de publication: 2014171121/13.

(140196110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Binda International Manufacture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 119.462.

Extraits des résolutions prises lors de la réunion des membres du conseil d'administration tenu au siège social le 3 novembre 2014

- Il est pris acte de la démission des mandats d'Administrateur de catégorie A et de Président du Conseil d'Administration de Monsieur Alessandro BOCCARDO, né le 22 février 1944 à Genova (Italie), et demeurant professionnellement au 11, Via Pretorio, CH-6900 Lugano (Suisse), avec effet immédiat.

- Monsieur Giovanni STORNI, avocat, né le 16 avril 1960 à Sorengo (Suisse), et demeurant professionnellement au 35 Corsos Gottardo CH-6830 Chiasso est coopté Administrateur en son remplacement. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'année 2018.

- Monsieur STORNI, est nommé Président du Conseil d'Administration. Ce dernier assumera cette fonction jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2018.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014171123/17.

(140195810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Binda International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg B 60.048.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion des membres du conseil d'administration tenu au siège social le 3 novembre 2014

- Il est mis acte de la fin du mandat d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration de Monsieur Alessandro BOCCARDO, né le 22 février 1944 à Genova (Italie), et demeurant professionnellement au 11, Via Pretorio, CH-6900 Lugano (Suisse), avec effet immédiat.

- Monsieur Giovanni STORNI, avocat, né le 16 avril 1960 à Sorengo (Suisse), et demeurant professionnellement au 35 Corsos Gottardo CH-6830 Chiasso est coopté Administrateur en son remplacement. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'année 2015.

- Monsieur Giovanni STORNI, est nommé Président du Conseil d'Administration. Ce dernier assumera cette fonction jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2015.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014171124/17.

(140195849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Blu 281 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 113.374.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

«Par jugement du 23 octobre 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions,

déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme BLU 281 SA (B.113.374),

ordonne la publication du présent jugement par extrait au Mémorial;
met les frais à la charge du Trésor.»

Référence de publication: 2014171125/14.

(140195573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Borealis Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 83.597.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014171127/14.

(140196065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

BP Bio Project Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 127.372.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 5 novembre 2014 a nommé comme nouvel administrateur de la société:

- Madame Nicole Thommes, Arlon (Belgique) le 28 octobre 1961, domicilié professionnellement au 18 rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

en remplacement de Monsieur Sébastien Gravière.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2017.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014171128/15.

(140195818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Brofinanz G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6550 Berdorf, 4, Um Millewée.

R.C.S. Luxembourg B 99.612.

CHANGEMENT DE NOM DE L'ASSOCIE:

Teilhaber:

Bezeichnung der Gesellschaft oder Firmenname: Eubrowheels s.a.

Numéro d'identification: B 99256

Sitz der juristischen Person: 4, um Millewée, L-6550 Berdorf

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014171131/13.

(140195608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Bruk S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 325.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 147.805.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2014171132/12.

(140196009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Bussardi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 137.609.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Le mandataire

Référence de publication: 2014171135/11.

(140196038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Cable TV S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 45.714,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 119.896.

Lors de l'assemblée générale tenue en date du 4 novembre 2014, les actionnaires de la Société ont pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de M. Robert Thorpe de son mandat d'administrateur de classe A avec effet immédiat; et

2. nomination de M. Wei Yue Cheong, né le 18 février 1974 à Negeri Sembilan (Malaisie), ayant son adresse professionnelle au 10 Marina Boulevard, #17-01 Tower 2, Marina Bay Financial Centre, Singapour 018983 (Singapour), en tant qu'administrateur de classe A avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes sociaux qui se tiendra en 2020.

Dès lors, le conseil d'administration se compose ainsi:

Administrateurs de classe A:

M. Benjamin Way

M. Wei Yue Cheong

Administrateurs de classe B:

Mme Rosa Villalobos

M. Manfred Schneider

Mme Bénédicte Herlinvaux

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 novembre 2014.

Référence de publication: 2014171137/26.

(140195582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Cable TV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 119.896.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2013 de sa société mère, Asian Pay Television Trust ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014171138/12.

(140196128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Carrosserie Roemen, S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 137.383.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014171140/14.

(140195833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Communication - System & Business Consulting, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 69.193.

Extrait de l'assemblée générale des associés en date du 16 septembre 2014

En date du 16 septembre 2014, l'Assemblée Générale décide:

- De renouveler le mandat de Monsieur Alpha Barry, administrateur, demeurant à NL-2582 RK Den Haag, 87, Ten Hovestraat (Pays-Bas), jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.
- De renouveler le mandat de Monsieur Luc Saint-Jeannet, administrateur, demeurant à F-75016 Paris, 1, Place Rodin (France), jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.
- De renouveler le mandat de Deloitte Audit, Réviseur, ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 560, Rue de Neudorf, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.
- De nommer Monsieur Antoine Kerrinckx en tant que Président du Conseil d'administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2014171146/18.

(140196008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Conderton Group Holdings S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 45, rue Siggy vu Lëtzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 154.191.

Die neue Adresse des Anteilseigners lautet wie folgt:

Geschäftsführer:

- Herr Arie de Reus, Frilinglei 67 in B-2930 Brasschaat (Belgien)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 4. November 2014.

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2014171147/14.

(140195907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Covent Garden Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 128.161.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 Novembre 2014.
TMF Luxembourg S.A.
Signature
Domiciliataire

Référence de publication: 2014171148/13.

(140196124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Capernaum Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 108.269.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 21 octobre 2014.

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 21 octobre 2014 que:

- Le mandat d'administrateur de Monsieur Peter Friedmann est renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04/11/2014.
Signature
Mandataire

Référence de publication: 2014171151/15.

(140195525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Carvalho Cabral S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 89, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 181.791.

—
Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.
Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014171154/14.

(140195981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

**CC Global Investments Master Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV -
Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 168.363.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 novembre 2014.
Pour copie conforme
Pour la société
C. WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014171155/15.

(140196148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

CC Holdco (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.268.225,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 114.337.

—
EXTRAIT

En date du 29 octobre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Carl Pivert en tant que gérant B de la Société, est acceptée avec effet au 18 septembre 2014;
- Mme Alexandra Lipinski-Hauck, née le 5 mai 1967 à Gdansk, Pologne, avec adresse professionnelle au 15 Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouvelle gérante B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 4 novembre 2014.

Référence de publication: 2014171157/16.

(140195528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

EPE European Private Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 166.561.

—
Auszug aus den Beschlüssen des Verwaltungsrates vom 29. Oktober 2014

Der Verwaltungsrat wurde davon in Kenntnis gesetzt, dass Herr Luc HANSEN sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates mit Wirkung 29. Oktober 2014 niederlegen möchte.

Auf Beschluss der übrigen Verwaltungsratsmitglieder wird Herr Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, mit professioneller Anschrift in L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle als neues Mitglied ernannt.

Herr Pierre LENTZ beendet das Mandat des ausscheidenden Verwaltungsratsmitgliedes, das nach der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2014 befindet, abläuft.

Luxemburg, den 5. November 2014.

Für die Richtigkeit des Auszugs

Référence de publication: 2014171214/16.

(140195890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

European Commercial Industrial Company, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 29.324.

—
Résolution de la gérance prise à Luxembourg en date du 1^{er} octobre 2014:

- La gérance a décidé de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 16 rue de Nassau L-2213 Luxembourg vers le 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014171224/11.

(140195515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Euwub S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-6550 Berdorf, 4, Um Millewée.
R.C.S. Luxembourg B 96.130.

—
Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 16. Juli 2014

Der Vorsitzende der Generalversammlung

Punkt 4

Die Versammlung beschließt einstimmig die Wiederwahl der amtierenden Mitglieder des Verwaltungsrates wie folgt:

- Frau Daniela BROCK, wohnhaft in L-6550 Berdorf, 4, Millewée
- Frau Anna Elisabeth KESSEL, wohnhaft in L-6550 Berdorf, 4, Millewée
- Frau Claudia BROCK, wohnhaft in L-6550 Berdorf, 68, rue de Grundhof

Die Mandate der soeben wiedergewählten Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2020 stattfinden wird.

Punkt 5

Die Versammlung beschließt einstimmig die Wiederwahl des amtierenden Abschlussprüfers wie folgt:

- Herr Hans Hubert BROCK, wohnhaft in L-6550 Berdorf, 4, Millewée

Das Mandat des soeben wiedergewählten Abschlussprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2020 stattfinden wird.

Für gleich lautenden Auszug

Vorsitzender der ordentlichen Generalversammlung

Référence de publication: 2014171225/23.

(140195611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Fattal Hotels Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 175.572.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 24 septembre 2014

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 24 septembre 2014 que Me Ole Marquardt a démissionné avec effet immédiat, et que M. Fabrice Collin, comptable, résidant professionnellement au 4 rue Dicks, L-1417 Luxembourg, a été nommé nouveau gérant de la Société jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014171229/15.

(140195972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

FFTA Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 151.219.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle de la Société en date du 3 septembre 2014 que le mandat de Fiduciaire Accura S.A., en sa qualité de commissaire aux comptes de la Société, a été reconduit avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2015.

Par ailleurs, l'adresse de Fiduciaire Accura S.A. est désormais la suivante: 12, avenue du Rock'n'Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

FFTA Investments SA

Référence de publication: 2014171238/16.

(140195577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Familyfond S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 120.244.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 2014

- Monsieur Roger Caurla, maître en droit, né le 30 octobre 1955 à L-Esch-sur-Alzette, demeurant à L-3912 Mondercange, 19, rue des Champs, Monsieur Fabrice Caurla, employé privé, né le 04 février 1983 à L-Esch-sur-Alzette, demeurant à L-4107 Esch-sur-Alzette, 3, rue Emile Eischen et Monsieur Pascal De Graeve, employé privé, né le 18 décembre 1969 à B-Arlon, demeurant à B-6741 Vance, 8, rue du Stade sont nommés, en tant qu'administrateurs, en remplacement de Monsieur Jean-Robert Bartolini, Monsieur Marc Limpens et Monsieur Olivier Beaudoul. Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale de 2020.

- la société HIFIN S.A., société anonyme, inscrite auprès du registre de commerce de Luxembourg sous le n° B 49 454 et ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, Place d'argent est nommée en tant que nouveau commissaire aux

comptes en remplacement de la société FIN-CONTROLE S.A., démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale de 2020.

- Le domicile de la société est fixé au 3, Place d'argent, L-1413 Luxembourg

Certifié sincère et conforme
Familyfond S.A.

Référence de publication: 2014171233/21.

(140195809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

ExxonMobil Netherlands Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.500,00.

Siège social: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 136.546.

Suite à un transfert de parts entre parties date du 1^{er} octobre 2014, le conseil de gérance de la Société, ExxonMobil Holland Investments B.V., a transféré la totalité de ses 620 parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune à ExxonMobil Benelux Holdings B.V., une société à responsabilité limitée de droit des Pays-Bas ayant son siège social au 75, Graaf Engelbertlaan, 4837 DS Breda, Pays-Bas, et immatriculée auprès du Commercial Register sous le numéro 20095461. ExxonMobil Benelux Holdings B.V. est dorénavant unique associé de la Société.

Référence de publication: 2014171226/13.

(140195758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Eurinvest, Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 14, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 112.452.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 novembre 2014.

Signature
L'ADMINISTRATEUR UNIQUE

Référence de publication: 2014171222/12.

(140195517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

FIBEM, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.980.000,00.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 168.773.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions des associés de l'Assemblée Générale tenue en date du 17 octobre 2014 que:

- Monsieur Harald Charbon, né le 11 juillet 1969 à Verviers (Belgique), domicilié professionnellement au 412F route d'Esch L-2086 Luxembourg,

- Monsieur Francesco Cavallini, né le 16 novembre 1986 à Luxembourg, domicilié professionnellement au 412F route d'Esch L-2086 Luxembourg,

Ont été nommés gérants de la Société avec effet au 17 octobre 2014 et pour une durée indéterminée en remplacement de Monsieur Pierre-Siffrein Guillet et Monsieur Jean-Hugues Doubet, gérants démissionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Pour FIBEM S.à.r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2014171241/20.

(140196035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Fininvest Quarta, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 32.541.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2014171244/12.

(140195923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Flaming June S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 178.195.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'Administrateur KOFFOUR S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg, B - 86 086, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné Monsieur Eric BREUILLE, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au Conseil d'Administration de la société FLAMING JUNE S.A. SPF, société anonyme, en remplacement de Madame Elisa Paola ARMANDOLA.

Luxembourg, le 05 novembre 2014.

Pour: FLAMING JUNE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014171245/18.

(140196163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Foyer Distribution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 146.849.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOYER DISTRIBUTION S.A.

Référence de publication: 2014171247/10.

(140195973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Fuandre S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 149.291.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 25 septembre 2014

3. NOMINATION D'UN COMMISSAIRE

La nomination de CORINNE DUVIVIER, 12, rue de Lultzhausen, L-9650 Esch-sur-Sûre, en qualité de commissaire aux comptes, est décidée avec effet au 1^{er} janvier 2013, et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019, en remplacement de la FIDUCIAIRE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE REVISION EVERARD-KLEIN S.à.r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014171250/14.

(140195658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

G - Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3474 Dudelange, 1, rue Auguste Liesch.
R.C.S. Luxembourg B 141.131.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05/11/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014171251/12.

(140196037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Fininvest Quarta, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 32.541.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2014171243/12.

(140195922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

G.B.M. Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 75.806.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

G.B.M. Trading S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2014171252/12.

(140195850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Phoenix III Mixed W, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 111.633.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunzehnten September.

Vor Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

die ZBI Invest AG, eine ordnungsgemäß nach deutschem Recht errichtete Aktiengesellschaft mit eingetragenem Sitz in Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Fürth unter der Nummer HRB 11315, vertreten durch ihren Vorstand,

und

die Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH, eine ordnungsgemäß nach deutschen Recht errichtete Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Fürth unter der Nummer HRB 13914, vertreten durch ihre Geschäftsführer,

diese beiden jeweils vertreten durch Claudia PFISTER, Avocat, beruflich ansässig in Luxemburg, per Vollmacht erteilt am 15. September 2014.

Die vorgenannten Vollmachten werden, nachdem sie „ne varietur“ durch den Vertreter der erschienenen Partei und durch den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurden, dieser notariellen Urkunde zum Zweck der Registrierung beigelegt bleiben.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben angegeben, haben den unterzeichnenden Notar gebeten, das folgende festzustellen:

1.) Die ZBI Invest AG und die Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH sind die einzigen Gesellschafter der Phoenix III Mixed W, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründet wurde, mit eingetragenem Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Firmenregister unter Nummer B111633, gegründet durch Urkunde des Notars Jean-Joseph WAGNER, Notar mit Sitz in Sanem, am 8. November 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (“Mémorial C”) Nr. 338 am 15. Februar 2006, (die “Gesellschaft”). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert durch Urkunde vom 05. August 2013, veröffentlicht im Mémorial C Nr. 2739 am 02. November 2013.

2.) Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), aufgeteilt in fünf-hundert (500) Anteile (die «Anteile») zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-). Die Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH hält 470 Anteile an der Gesellschaft und die ZBI Invest AG hält 30 Anteile an der Gesellschaft.

3.) Nachdem dies festgestellt wurde, beschlossen die beiden oben genannten Gesellschafter, welche zusammen das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten (die „Gesellschafter“), eine außerordentliche Hauptversammlung abzuhalten.

Die Gesellschafter fassten die folgenden Beschlüsse einstimmig:

Erster Beschluss

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft wird mit sofortiger Wirkung von seinem derzeitigen Betrag von zwölf-tausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) um zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) erhöht, so dass es insgesamt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), aufgeteilt in eintausend (1.000) Anteile zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), beträgt.

Zeichnung und Bezahlung

Hierauf erklärte die vorgenannte Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH, vertreten wie oben angegeben, dass sie nach Bareinzahlung vierhundsiebzig (470) weitere Anteile der Gesellschaft zu einem Nominalwert von jeweils fünf-fundzwanzig Euro (EUR 25,-), welche vollständig gezahlt sind, zeichnet.

Des Weiteren erklärte die vorgenannte ZBI Invest AG, vertreten wie oben angegeben, dass sie nach Bareinzahlung dreißig (30) weitere Anteile der Gesellschaft zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) welche vollständig gezahlt sind, zeichnet.

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) steht der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Zweiter Beschluss

Die Satzung der Gesellschaft wird infolge der oben aufgeführten Beschlüsse geändert, um deren Inhalt in der Satzung ordnungsgemäß widerzuspiegeln.

Artikel 6 der englischen Fassung der Satzung erhält nunmehr folgenden Wortlaut:

“ **Art. 6.** The Company’s share capital is set at twenty-five thousand euro (EUR 25,000) represented by one thousand (1,000) shares with a par value of one twenty-five euro (EUR 25,-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.”

Artikel 6 der französischen Fassung der Satzung erhält folgenden Wortlaut:

“ **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.”

Dritter Beschluss

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft wird mit Wirkung zum Verlegungstag von 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, nach Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen verlegt.

Durch den Wegzug der Gesellschaft nach Deutschland wird, ohne Aufgabe der Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft, die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft in die deutsche Nationalität geändert. Diese Verlegung erfolgt im Einklang mit Artikel 18 Absatz 2 der Satzung der Gesellschaft und Artikel 199 der aktuellen Fassung des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften durch einstimmigen Beschluss sämtlicher Gesellschafter.

Der Wegzug und die Abänderung der Nationalität wie oben beschrieben sollen an jenem Tag Wirksamkeit erlangen, an dem die Gesellschaft in das zuständige deutsche Handelsregister eingetragen wird („Verlegungstag“).

Die Gesellschaft und ihre Geschäftsführer werden sämtliche Dokumente einreichen, die notwendig sind, um diesem Beschluss nach deutschem Recht Wirkung zu verschaffen.

Vierter Beschluss

Die Gesellschaftsform der Gesellschaft wird mit Wirkung zum Verlegungstag von einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu einer deutschen Gesellschaft mit beschränkter Haftung umgewandelt, welche deutschem Recht und insbesondere dem Gesetz für Gesellschaften mit beschränkter Haftung („GmbHG“) unterliegt und die folgende den Bestimmungen des deutschen Rechts und des GmbHG entsprechende vollständig neu gefasste Satzung (die „Neue Satzung“) hat:

„Gesellschaftsvertrag der Phoenix III Mixed W GmbH

§ 1. Firma und Sitz.

1. Die Firma der Gesellschaft lautet:

Phoenix III Mixed W GmbH

- nachstehend Gesellschaft genannt -

2. Der Sitz der Gesellschaft ist Erlangen.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

1. Gegenstand des Unternehmens ist die Verwaltung und Bewirtschaftung von eigenen Immobilienvermögen.

2. Die Gesellschaft darf alle Maßnahmen treffen, die geeignet sind, den Gesellschaftszweck zu fördern.

§ 3. Stammkapital, Stammeinlage.

1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000.-).

2. Das Stammkapital ist eingeteilt in eintausend Geschäftsanteile mit den laufenden Nummern von 1 bis 1.000 mit den jeweils nachstehenden genannten Nennbeträgen. Hierauf übernehmen:

- Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH

neunhundertvierzig (940) Geschäftsanteile im Nennwert von je EUR 25,00 (Ifd. Nr. 1 bis 940)

- ZBI Invest AG

sechzig (60) Geschäftsanteile im Nennwert von je EUR 25,00 (Ifd. Nr. 941 bis 1.000)

3. Die Geschäftsanteile sind in Geld einzuzahlen.

4. Mehrere voll eingezahlte Geschäftsanteile eines Gesellschafters können durch Gesellschafterbeschluss bei Zustimmung des betroffenen Gesellschafters zu einem einheitlichen Geschäftsanteil zusammengelegt werden.

§ 4. Geschäftsführung, Vertretung.

1. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die von der Gesellschafterversammlung berufen und abberufen werden. Ist nur ein Geschäftsführer vorhanden, so ist er stets alleinvertretungsberechtigt. Sind mehrere Geschäftsführer vorhanden, so wird die Gesellschaft jeweils von zwei Geschäftsführern gemeinsam oder von einem Geschäftsführer und einem Prokuristen vertreten. Auch wenn mehrere Geschäftsführer vorhanden sind, kann einem oder mehreren Geschäftsführern das Recht zur Alleinvertretung verliehen werden.

2. Die Gesellschafterversammlung kann Geschäftsführer von den Beschränkungen des § 181 BGB generell befreien.

3. Haftungsmaßstab für die Geschäftsführung ist die Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmannes.

4. Die Geschäftsführung hat alle Regeln und Beschränkungen des Gesellschaftsvertrages zu beachten. Investitionen in Immobilien bedürfen eines Gesellschafterbeschlusses gemäß den Regelungen in § 5 dieser Satzung.

5. Die Geschäftsführung ist ermächtigt, der ZBI Zentral Boden Immobilien AG oder einer anderen Gesellschaft der ZBI Zentral Boden Immobilien-Gruppe, an jedem für Investitionszwecke angeschafften Grundstück, unter Befreiung von § 181 BGB, ein unwiderrufliches schuldrechtliches und/oder dingliches Vorkaufsrecht einzuräumen.

6. Die Geschäftsleitung ist ermächtigt, freie Liquidität mittelbar oder unmittelbar nach freiem Ermessen auf cash-Konten, auf Festgeldkonten oder in festverzinslichen Wertpapieren mit einem Rating von mindestens AA (Standard & Poor's, Moody's oder Fitch Ratings) anzulegen.

§ 5. Investitionsbeschlüsse und Mittelverwendungskontrolle, Kosten.

1. Die Gesellschaft wird nur über solche mittelbaren und unmittelbaren Immobilien Investitionsvorschläge beschließen, die die ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG vorher durch wirksamen Beschluss der Gesellschafterversammlung oder deren Beirat für kaufenswert befunden hat.

2. Die Freigabe der Investitionsmittel für Immobilieninvestitionen unterliegt der Mittelverwendungskontrolle und richtet sich nach den einschlägigen Vorschriften des Mittelverwendungskontrollvertrages zwischen der ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG und der Treuhand GmbH Franken, dem die Gesellschaft hiermit beitritt.

3. Die Geschäftsführung hat folgende vom Mittelverwendungskontrolleur benötigten Unterlagen vorzubereiten und zur Verfügung zu stellen:

- Kaufvertrag.
- Grundbuchauszug.
- Gegebenenfalls Altlastengutachten, gegebenenfalls Bodengutachten, gegebenenfalls Holzschutz- und Feuchtigkeitsgutachten.
- Gegebenenfalls Verträge für Dienstbarkeiten.
- Gegebenenfalls Teilungserklärungen oder Unterlagen zur Grundstücksvereinigung.
- Protokoll über eventuell bestehende Baumängel.
- Gegebenenfalls Verwaltervertrag.
- Die Satzung oder den Gesellschaftsvertrag einer zu kaufenden Gesellschaft inklusive aller Nachträge und einen aktuellen Handelsregisterauszug.
- Die Satzung oder den Gesellschaftsvertrag der kaufenden Objektgesellschaft inklusive aller Nachträge und einen aktuellen Handelsregisterauszug.
- Bei Gewerbeobjekten Mietverträge über mindestens 80,00 % der Mietfläche oder mindestens Kapitaldienst deckend für die Fremdmittel; bei Wohnobjekten vollständige Mieterlisten und stichprobenweise einzelne Mietverträge.
- Das Grundstück und die Immobilie sind im Erwerbsvorgang lastenfrei zu stellen außer den Belastungen in Abteilung III, die in Anrechnung auf den Kaufpreis übernommen werden und in Abteilung II, die nicht als wertmindernde Rechte angesehen werden.
- Technische und kaufmännische Due-Diligence-Prüfung.
- Bei investmentnahen Ausbauten, Umbauten, Sanierungen und Modernisierungen eine schlüssige Gesamtkalkulation der Geschäftsleitung über die hierfür zu erwartenden Kosten.

4. Die Gesellschaft trägt die Kosten im Sinne von § 12 des Gesellschaftsvertrages der ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG, die mit ihren Immobilieninvestitionen in Zusammenhang stehen, als eigene Kosten.

§ 6. Gesellschafterbeschlüsse.

1. Die Geschäftsführung hat alljährlich nach Vorliegen des Jahresabschlusses unter Wahrung einer Ladungsfrist von zwei Wochen, unter Angabe der Tagesordnung und unter Übersendung einer Abschrift des Jahresabschlusses zu einer ordentlichen Gesellschafterversammlung einzuladen.

2. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind in allen Angelegenheit der Gesellschaft zulässig. Sie werden, sofern im Gesellschaftsvertrag oder im Gesetz nichts anderes bestimmt ist, mit einfacher Stimmenmehrheit der Erschienenen gefasst. Je EUR 25 eines Gesellschaftsanteils gewähren eine Stimme.

3. Die Gesellschafter beschließen insbesondere über:

- a) Die von der Geschäftsführung vorzulegenden Immobilienmodernisierungskonzepte.
 - b) Die durchzuführenden Investitionen gemäß den Vorschlägen der Geschäftsführung auf der Grundlage der vorgelegten Investitionspläne.
 - c) Abschluss, Änderung und Beendigung von Dauerschuldverhältnissen, insbesondere Darlehensverträge, Mietverträge, Pachtverträge und Leasingverträge, soweit dies nicht mit den Investitionen der Gesellschaft und dem dafür benötigten mittelbaren oder unmittelbaren Fremdkapital in Zusammenhang steht.
 - d) Die Aufnahme von Fremdwährungsdarlehen, ausgenommen Fremdwährungsdarlehen in Schweizer Franken (CHF), wenn diese Fremdwährungsdarlehen insgesamt max. 25,00 % aller jeweils am Tage der Unterzeichnung des Darlehensvertrages zugesagten konsolidierten Fremdmittel der Gesellschaft und der Objektschwestergesellschaften betragen.
 - e) Die Feststellung des Jahresabschlusses, die Entnahmen sowie die Entlastung des oder der Geschäftsführer(s) für das abgelaufene Geschäftsjahr.
 - f) Die Führung von Aktivprozessen und prozessbeendende Handlungen und Erklärungen ab einem Streitwert von EUR 500.000.
 - g) Den Verkauf von Immobilien der Gesellschaft, soweit diese mit einem Handelsgewinnaufschlag (nach Abzug der Courtage für den/die Verkaufsmakler) von weniger als 15,00 % auf den Gestehungspreis gemäß § 5 Absatz 2 des Gesellschaftsvertrages der ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG veräußert werden sollen.
 - h) Änderungen des Gesellschaftsvertrages.
 - i) Die Umwandlung der Gesellschaft gemäß § 1 UmwG.
 - j) Eine evtl. Notierung (Listung) an der Börse und/oder Börsengang der Gesellschaft (IPO).
 - k) Die Annahme von Generalunternehmer-Angeboten oder die Einzelvergabe der Gewerke.
- Über Maßnahmen gem. lit. h) bis j) beschließt die Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von dreiviertel der abgegebenen Stimmen.

4. Beschließen die Gesellschafter über Investitionen oder über andere Angelegenheiten, die der Mittelverwendungskontrolle unterliegen, so werden sie den § 5 beachten.

5. Gesellschafterbeschlüsse können, vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Formvorschriften, wenn alle Gesellschafter mit diesem Verfahren einverstanden sind, auch fernschriftlich durch Telex oder Telefax oder schriftlich ohne förmliche Gesellschafterversammlung gefasst werden.

§ 7. Auskunfts- und Einsichtsrechte. Die Gesellschafter haben jederzeit das Recht, die Unterlagen der Gesellschaft einzusehen.

§ 8. Jahresabschluss.

1. Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung sind von der Geschäftsführung innerhalb der gesetzlichen Frist aufzustellen und von den Gesellschaftern festzustellen. Für die Aufstellung der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung gelten die gesetzlichen Bestimmungen und die Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung.

2. Die Geschäftsführung hat die Aufstellung des Abschlusses durch einen Wirtschaftsprüfer zu veranlassen mit der Maßgabe, dass im Rahmen der Aufstellung Prüfungshandlungen vorgenommen und Bericht erstattet wird. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, stattdessen den Jahresabschluss einem Wirtschaftsprüfer oder einer Wirtschaftsprüfungsgesellschaft zur vollumfänglichen Prüfung vorzulegen.

3. Eine Abschrift des Jahresabschlusses nebst Prüfungsvermerk oder Bescheinigung des Wirtschaftsprüfers oder Wirtschaftsprüfungsgesellschaft ist allen Gesellschaftern zuzuleiten. Dem Mittelverwendungskontrollleur ist der Prüfungsbericht bzw. der ihn ersetzende Bericht über die Aufstellung des Jahresabschlusses zu übermitteln.

§ 9. Geschäftsführervergütung. Die Gesellschaft ist nicht zur Zahlung einer Geschäftsführervergütung verpflichtet. Die Tätigkeiten des Geschäftsführers werden nicht entgolten.

§ 10. Verteilung des Jahresergebnisses.

1. Über die Verwendung des Jahresergebnisses (Summe aus Jahresüberschuss und Gewinnvortrag abzüglich Verlustvortrag) oder - soweit einschlägig - über die Verwendung des Bilanzgewinnes entscheiden die Gesellschafter spätestens bis zum Ablauf der ersten sechs Monate des Geschäftsjahres mit einfacher Mehrheit.

2. Die Gewinnausschüttung hat binnen einer Frist von 4 Wochen -gerechnet ab Beschlussfassung - zu erfolgen.

§ 11. Dauer der Gesellschaft. Die Gesellschaft ist grundsätzlich auf unbestimmte Zeit errichtet. Sie wird aufgelöst mit Veräußerung der letzten gehaltenen Immobilie, jedoch nicht vor dem 31. Dezember 2022.

§ 12. Kündigung und Ausscheiden aus der Gesellschaft.

1. Die ordentliche Kündigung des Gesellschaftsvertrages ist ausgeschlossen. Das Recht zur fristlosen Kündigung aus wichtigem Grund bleibt unberührt. Durch die Kündigung eines Gesellschafters wird die Gesellschaft nicht aufgelöst, vielmehr scheidet der kündigende Gesellschafter aus der Gesellschaft aus.

2. Wird ein Gesellschafter zahlungsunfähig, wird über sein Vermögen ein Insolvenzverfahren eröffnet oder dessen Eröffnung mangels Masse abgelehnt, so scheidet der betreffende Gesellschafter mit sofortiger Wirkung aus der Gesellschaft - auch wenn diese bereits ihre Auflösung beschlossen hat -aus, ohne dass es eines Gesellschafterbeschlusses oder einer gerichtlichen Klage bedarf.

3. Wird gegen einen Gesellschafter oder sein Vermögen eine Maßnahme der Zwangsvollstreckung aus einem nicht nur vorläufig vollstreckbaren Titel in seinen Gesellschaftsanteil eingeleitet, so scheidet der betreffende Gesellschafter nach Ablauf von vier Wochen, gerechnet vom Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Zwangsvollstreckung an, aus der Gesellschaft - auch wenn diese bereits ihre Auflösung beschlossen hat - aus, wenn nicht die Zwangsvollstreckungsmaßnahme innerhalb dieser Frist aufgehoben wird.

4. Ein Gesellschafter, der Klage auf Auflösung der Gesellschaft erhebt, scheidet mit Rechtshängigkeit der Klage aus der Gesellschaft aus, die auch in diesem Falle von den verbleibenden Gesellschaftern fortgesetzt wird.

5. Ein Gesellschafter kann aus der Gesellschaft ausgeschlossen werden, wenn in seiner Person ein wichtiger Grund gegeben ist. Der ausscheidende Gesellschafter hat bei der Beschlussfassung kein Stimmrecht.

6. Der aufgrund der Kündigung oder durch Ausschluss ausscheidende Gesellschafter erhält eine Abfindung gemäß § 13.

7. Der ausscheidende Gesellschafter ist sodann verpflichtet, nach Wahl der Gesellschaft seinen Anteil (ganz oder geteilt) an die Gesellschaft selbst, an einen oder mehrere Gesellschafter oder an einen oder mehrere von der Gesellschaft zu benennende Dritte abzutreten oder die Einziehung seines Anteils zu dulden.

§ 13. Abfindung.

1. Scheidet ein Gesellschafter aus der Gesellschaft aus, erhält er für seine Beteiligung am Gesellschaftsvermögen eine Abfindung in Geld. Die Abfindung errechnet sich im Falle des Ausscheiden aufgrund der Regelungen in § 12 Absatz 2 - 5 oder aufgrund eines vom ausscheidenden Gesellschafter zu vertretenden Kündigungsgrundes sowie im Falle des Ausschlusses wegen nicht vollständig oder nicht gehörig geleisteter Einlage nach Absatz 2, in allen anderen Fällen gemäß Absatz 3.

2. Der Gesellschafter erhält ein Abfindungsguthaben in Höhe des Buchwertes seiner Beteiligung nach dem Stande vom 31.12. des dem Ausscheiden vorangehenden Kalenderjahres, höchstens aber den Betrag der von ihm geleisteten Einlage, jeweils abzüglich zwischenzeitlicher Entnahmen, zuzüglich des anteiligen Gewinnes und abzüglich eines etwaigen anteiligen Verlustes.

3. Der Gesellschafter erhält ein Abfindungsguthaben in Höhe des Verkehrswertes seiner Beteiligung. Hierzu werden die beweglichen Wirtschaftsgüter der Gesellschaft mit einem anhand einschlägiger Listen oder Indizes zu schätzenden Teilwert angesetzt, der Grundbesitz bei einem Ausscheiden während der Geschäftsjahre 2012 bis einschließlich 2015 mit dem 12,0-fachen der durchschnittlich für die vorausgegangenen drei Kalenderjahre erzielten Jahresnettomiete (ohne Nebenkosten und Mehrwertsteuer), bei einem Ausscheiden während der Geschäftsjahre 2016 ff. mit dem 13,0-fachen der durchschnittlich für die vorausgegangenen drei Kalenderjahre erzielten Jahresnettomiete (ohne Nebenkosten und Mehrwertsteuer) bzw. jeweils maximal mit 20,00 % über dem jeweils ursprünglich bezahlten Einkaufspreis im Sinne des § 5 Absatz 2 UA 4 des Gesellschaftsvertrages der ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG. Die durch das Ausscheiden des Gesellschafters bedingten Kosten und Abgaben sind in Abzug zu bringen. Ein Geschäftswert wird nicht angesetzt. Das Ergebnis schwebender Geschäfte wird nicht berücksichtigt. Der Abfindungsbetrag wird von dem für die Gesellschaft tätigen Steuerberater gemäß § 317 BGB auf den Tag des Ausscheidens ermittelt, wobei, falls zwischen der Gesellschaft und dem ausscheidenden Gesellschafter keine Einstimmigkeit über das Auseinandersetzungsguthaben erzielt werden kann, das Auseinandersetzungsguthaben des ausscheidenden Gesellschafters durch das Gutachten eines anderen Wirtschaftsprüfers als Schiedsgutachter nach billigem Ermessen festzustellen ist. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist für die Gesellschaft und den ausscheidenden Gesellschafter verbindlich. Können die Parteien sich nicht auf einen Wirtschaftsprüfer einigen, hat auf den Antrag einer der Parteien die Wirtschaftsprüferkammer einen Wirtschaftsprüfer zu benennen. Die Kosten des Gutachters tragen die Parteien unter entsprechender Anwendung des § 91 Absatz 1 ZPO. Über die Kostentragung entscheidet der Schiedsgutachter.

4. Das Abfindungsguthaben ist mit Wirksamwerden des Ausscheidens des Gesellschafters in einem Betrag zur Zahlung fällig.

5. Sicherheitsleistung für die Zahlung des Abfindungsguthabens kann der ausscheidende Gesellschafter nicht verlangen.

§ 14. Liquidation.

1. Die Liquidation erfolgt durch den oder die Geschäftsführer.
2. Über eine Liquidationsvergütung beschließt die Gesellschafterversammlung.
3. Das nach Befriedigung der Gläubiger verbleibende Vermögen der Gesellschaft wird nach dem Verhältnis der Geschäftsanteile verteilt.

§ 15. Erfüllungsort. Erfüllungsort und Gerichtsstand für alle sich aus diesem Vertrag oder aufgrund dieses Vertrages ergebenden Ansprüche ist - soweit gesetzlich zulässig - Erlangen.

§ 16. Wettbewerbsverbot. Die Geschäftsführer und die Gesellschafter sind vom Wettbewerbsverbot befreit. Sofern ein Geschäftsführer einem Wettbewerbsverbot unterliegen soll, wird dieses im jeweiligen Anstellungsvertrag geregelt.

§ 17. Schlussbestimmungen.

1. Nebenabreden. Änderungen und Ergänzungen dieses Vertrages sowie alle das Gesellschaftsverhältnis betreffenden Vereinbarungen der Gesellschafter untereinander und mit der Gesellschaft bedürfen der Schriftform, soweit nicht kraft zwingenden Gesetzes eine strengere Form vorgeschrieben ist. Auf das Schriftformerfordernis kann nur schriftlich verzichtet werden.

2. Sollten Bestimmungen dieses Vertrages oder eine künftig in ihm aufgenommene Bestimmung ganz oder teilweise nicht rechtswirksam oder nicht durchführbar sein oder ihre Rechtswirksamkeit oder Durchführbarkeit später verlieren, so wird hierdurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen des Vertrages nicht berührt. Das gleiche gilt, soweit sich herausstellen sollte, dass der Vertrag eine Regelungslücke enthält. Anstelle der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmungen oder zur Ausfüllung der Lücke soll eine angemessene Regelung gelten, die, soweit rechtlich möglich, dem am nächsten kommt, was die Gesellschafter gewollt haben oder nach dem Sinn und Zweck des Vertrages gewollt haben würden, sofern sie bei Abschluss dieses Vertrages oder bei der späteren Aufnahme einer Bestimmung den Punkt bedacht hätten.

3. Die Kosten dieses Vertrages und der notwendigen Registereintragungen (Gründungskosten) trägt die Gesellschaft bis zu einem Betrag von EUR 1.700.

4. Alle Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen im elektronischen Bundesanzeiger.“

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter akzeptieren den Rücktritt des alleinigen Geschäftsführers Herrn Matthias SPRENGER, beruflich ansässig in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, mit Wirkung um Mitternacht des Kalendertages vor dem Verlegungstag.

Dem bis zum Verlegungstag amtierenden bisherigen Geschäftsführer wird für den Zeitraum, der am Kalendertag vor dem Verlegungstag endet, Entlastung von seiner Haftung gegenüber der Gesellschaft bezüglich der von ihm ausgeführten Tätigkeit als Geschäftsführer erteilt.

Zum Verlegungstag übergibt der ausscheidende luxemburgische Geschäftsführer die Geschäftsführung an die unten benannten neuen Geschäftsführer in Deutschland.

Die Gesellschafter ernennen mit Wirkung ab dem Verlegungstag die folgenden Personen als Geschäftsführer:

a) Herr Dr. Bernd Konrad ITAL, geboren am 03.03.1965 in Mönchengladbach, Deutschland, geschäftsansässig in der Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen; und

b) Herr Felix Sebastian BADER, geboren am 16.06.1981 in Erlangen, Deutschland, geschäftsansässig in der Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen.

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter bestätigen:

(i) Die Neue Satzung steht im Einklang mit dem Recht der Bundesrepublik Deutschland;

(ii) Die Gesellschaft wird mit Wirkung um Mitternacht des Kalendertages vor dem Verlegungstag aufhören, als luxemburgische Gesellschaft zu existieren, und ab dem Verlegungstag dem anwendbaren Recht der Bundesrepublik Deutschland unterliegen;

(iii) Die Verlegung des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft, die Änderung der Sitzlandes und der Nationalität der Gesellschaft sowie die Änderung der Gesellschaftsform führen weder zu einer Auflösung und / oder Liquidation der Gesellschaft noch zur Schaffung einer neuen juristischen Person und erfolgen im Einklang mit allen anwendbaren deutschen Vorschriften.

Siebenter Beschluss

Dem derzeitigen luxemburgischen Geschäftsführer, dem Rechtsanwalt Marcus PETER mit Sitz in Luxemburg und dem Wirtschaftsprüfer Wolfgang BLAUBERGER mit Sitz in München wird jeweils einzeln unbeschränkte Vollmacht erteilt einschließlich des Rechts, Untervollmacht zu erteilen, um die oben genannten Beschlüsse auszuführen und wirksam werden zu lassen. Dazu gehören insbesondere die Einreichung von Unterlagen beim deutschen und luxemburgischen Handelsregister.

Achter Beschluss

Die Bücher und Unterlagen, die am bisherigen Sitz der Gesellschaft in Luxemburg verwahrt wurden, werden so bald wie möglich nach dem Verlegungstag an den oben genannten neuen Sitz der Gesellschaft in Deutschland transferiert.

Bestätigung des Notars über die Kapitalerhöhung

Die gemäß dem ersten Beschluss erfolgte Kapitalerhöhung wird am Tag dieser außerordentlichen Hauptversammlung wirksam.

Der unterzeichnende Notar bestätigt daher, dass das Kapital der Gesellschaft am Tag dieser notariellen Urkunde fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), aufgeteilt in eintausend (1.000) Anteile zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), beträgt.

Kosten

Die aufgrund dieser Versammlung angefallenen Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Gebühren jeglicher Form, welche durch die Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr EUR 2.500,- geschätzt.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, an dem zu Anfang dieser Urkunde erwähnten Datum.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Person, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die anwesende Person zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: C. PFISTER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 septembre 2014. Relation: LAC/2014/45104. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 4. November 2014.

Référence de publication: 2014171463/341.

(140195452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Phoenix III Mixed X, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 111.634.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunzehnten September.

Vor Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

die ZBI Invest AG, eine ordnungsgemäß nach deutschem Recht errichtete Aktiengesellschaft mit eingetragenem Sitz in Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Fürth unter der Nummer HRB 11315, vertreten durch ihren Vorstand,

und

die Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH, eine ordnungsgemäß nach deutschem Recht errichtete Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit eingetragenem Sitz in Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Fürth unter der Nummer HRB 13914, vertreten durch ihre Geschäftsführer,

diese beiden jeweils vertreten durch Claudia PFISTER, Avocat, beruflich ansässig in Luxemburg, per Vollmacht erteilt am 15. September 2014.

Die vorgenannten Vollmachten werden, nachdem sie „ne varietur“ durch den Vertreter der erschienenen Partei und durch den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurden, dieser notariellen Urkunde zum Zweck der Registrierung beigelegt bleiben.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben angegeben, haben den unterzeichnenden Notar gebeten, das folgende festzustellen:

1.) Die ZBI Invest AG und die Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH sind die einzigen Gesellschafter der Phoenix III Mixed X, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründet wurde, mit eingetragenem Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Firmenregister unter Nummer B111634, gegründet durch Urkunde des Notars Jean-Joseph WAGNER, Notar mit Sitz in Sanem, am 8. November 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (“Mémorial C”) Nr. 338 am 15. Februar 2006, (die “Gesellschaft”). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert durch Urkunde vom 05. August 2013, veröffentlicht im Mémorial C Nr. 2739 am 02. November 2013.

2.) Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile (die «Anteile») zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-). Die Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH hält 470 Anteile an der Gesellschaft und die ZBI Invest AG hält 30 Anteile an der Gesellschaft.

3.) Nachdem dies festgestellt wurde, beschlossen die beiden oben genannten Gesellschafter, welche zusammen das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten (die „Gesellschafter“), eine außerordentliche Hauptversammlung abzuhalten.

Die Gesellschafter fassten die folgenden Beschlüsse einstimmig:

Erster Beschluss

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft wird mit sofortiger Wirkung von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) um zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) erhöht, so dass es insgesamt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), aufgeteilt in eintausend (1.000) Anteile zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), beträgt.

Zeichnung und Bezahlung

Hierauf erklärte die vorgenannte Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH, vertreten wie oben angegeben, dass sie nach Bareinzahlung vierhundsiebzig (470) weitere Anteile der Gesellschaft zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), welche vollständig gezahlt sind, zeichnet.

Des Weiteren erklärte die vorgenannte ZBI Invest AG, vertreten wie oben angegeben, dass sie nach Bareinzahlung dreißig (30) weitere Anteile der Gesellschaft zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) welche vollständig gezahlt sind, zeichnet.

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) steht der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Zweiter Beschluss

Die Satzung der Gesellschaft wird infolge der oben aufgeführten Beschlüsse geändert, um deren Inhalt in der Satzung ordnungsgemäß widerzuspiegeln.

Artikel 6 der englischen Fassung der Satzung erhält nunmehr folgenden Wortlaut:

“ **Art. 6.** The Company’s share capital is set at twenty-five thousand euro (EUR 25,000) represented by one thousand (1,000) shares with a par value of one twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.”

Artikel 6 der französischen Fassung der Satzung erhält folgenden Wortlaut:

“ **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) représenté par mille (1.000) parts sociales d’une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.”

Dritter Beschluss

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft wird mit Wirkung zum Verlegungstag von 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, nach Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen verlegt.

Durch den Wegzug der Gesellschaft nach Deutschland wird, ohne Aufgabe der Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft, die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft in die deutsche Nationalität geändert. Diese Verlegung erfolgt im Einklang mit Artikel 18 Absatz 2 der Satzung der Gesellschaft und Artikel 199 der aktuellen Fassung des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften durch einstimmigen Beschluss sämtlicher Gesellschafter.

Der Wegzug und die Abänderung der Nationalität wie oben beschrieben sollen an jenem Tag Wirksamkeit erlangen, an dem die Gesellschaft in das zuständige deutsche Handelsregister eingetragen wird („Verlegungstag“).

Die Gesellschaft und ihre Geschäftsführer werden sämtliche Dokumente einreichen, die notwendig sind, um diesem Beschluss nach deutschem Recht Wirkung zu verschaffen.

Vierter Beschluss

Die Gesellschaftsform der Gesellschaft wird mit Wirkung zum Verlegungstag von einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu einer deutschen Gesellschaft mit beschränkter Haftung umgewandelt, welche deutschem Recht und insbesondere dem Gesetz für Gesellschaften mit beschränkter Haftung (“GmbHG”) unterliegt und die folgende den Bestimmungen des deutschen Rechts und des GmbHG entsprechende vollständig neu gefasste Satzung (die „Neue Satzung“) hat:

„Gesellschaftsvertrag der Phoenix III Mixed X GmbH

§ 1. Firma und Sitz.

1. Die Firma der Gesellschaft lautet:

Phoenix III Mixed X GmbH

- nachstehend Gesellschaft genannt -

2. Der Sitz der Gesellschaft ist Erlangen.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

1. Gegenstand des Unternehmens ist die Verwaltung und Bewirtschaftung von eigenen Immobilienvermögen.

2. Die Gesellschaft darf alle Maßnahmen treffen, die geeignet sind, den Gesellschaftszweck zu fördern.

§ 3. Stammkapital, Stammeinlage.

1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-).

2. Das Stammkapital ist eingeteilt in eintausend Geschäftsanteile mit den laufenden Nummern von 1 bis 1.000 mit den jeweils nachstehenden genannten Nennbeträgen. Hierauf übernehmen:

- Greta 24. Vermögensverwaltungs GmbH

neunhundertvierzig (940) Geschäftsanteile im Nennwert von je EUR 25,00 (Ifd. Nr. 1 bis 940)

- ZBI Invest AG

sechzig (60) Geschäftsanteile im Nennwert von je EUR 25,00 (Ifd. Nr. 941 bis 1.000)

3. Die Geschäftsanteile sind in Geld einzuzahlen.

4. Mehrere voll eingezahlte Geschäftsanteile eines Gesellschafters können durch Gesellschafterbeschluss bei Zustimmung des betroffenen Gesellschafters zu einem einheitlichen Geschäftsanteil zusammengelegt werden.

§ 4. Geschäftsführung, Vertretung.

1. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die von der Gesellschafterversammlung berufen und aberufen werden. Ist nur ein Geschäftsführer vorhanden, so ist er stets alleinvertretungsberechtigt. Sind mehrere Geschäftsführer vorhanden, so wird die Gesellschaft jeweils von zwei Geschäftsführern gemeinsam oder von einem Geschäftsführer und einem Prokuristen vertreten. Auch wenn mehrere Geschäftsführer vorhanden sind, kann einem oder mehreren Geschäftsführern das Recht zur Alleinvertretung verliehen werden.

2. Die Gesellschafterversammlung kann Geschäftsführer von den Beschränkungen des § 181 BGB generell befreien.

3. Haftungsmaßstab für die Geschäftsführung ist die Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmannes.

4. Die Geschäftsführung hat alle Regeln und Beschränkungen des Gesellschaftsvertrages zu beachten. Investitionen in Immobilien bedürfen eines Gesellschafterbeschlusses gemäß den Regelungen in § 5 dieser Satzung.

5. Die Geschäftsführung ist ermächtigt, der ZBI Zentral Boden Immobilien AG oder einer anderen Gesellschaft der ZBI Zentral Boden Immobilien-Gruppe, an jedem für Investitionszwecke angeschafften Grundstück, unter Befreiung von § 181 BGB, ein unwiderrufliches schuldrechtliches und/oder dingliches Vorkaufsrecht einzuräumen.

6. Die Geschäftsleitung ist ermächtigt, freie Liquidität mittelbar oder unmittelbar nach freiem Ermessen auf cash-Konten, auf Festgeldkonten oder in festverzinslichen Wertpapieren mit einem Rating von mindestens AA (Standard & Poor's, Moody's oder Fitch Ratings) anzulegen.

§ 5. Investitionsbeschlüsse und Mittelverwendungskontrolle, Kosten.

1. Die Gesellschaft wird nur über solche mittelbaren und unmittelbaren Immobilien Investitionsvorschläge beschließen, die die ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG vorher durch wirksamen Beschluss der Gesellschafterversammlung oder deren Beirat für kaufenswert befunden hat.

2. Die Freigabe der Investitionsmittel für Immobilieninvestitionen unterliegt der Mittelverwendungskontrolle und richtet sich nach den einschlägigen Vorschriften des Mittelverwendungskontrollvertrages zwischen der ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG und der Treuhand GmbH Franken, dem die Gesellschaft hiermit beitrifft.

3. Die Geschäftsführung hat folgende vom Mittelverwendungskontrollleur benötigten Unterlagen vorzubereiten und zur Verfügung zu stellen:

- Kaufvertrag.
 - Grundbuchauszug.
 - Gegebenenfalls Altlastengutachten, gegebenenfalls Bodengutachten, gegebenenfalls Holzschutz- und Feuchtigkeitsgutachten.
 - Gegebenenfalls Verträge für Dienstbarkeiten.
 - Gegebenenfalls Teilungserklärungen oder Unterlagen zur Grundstücksvereinigung.
 - Protokoll über eventuell bestehende Baumängel.
 - Gegebenenfalls Verwaltervertrag.
 - Die Satzung oder den Gesellschaftsvertrag einer zu kaufenden Gesellschaft inklusive aller Nachträge und einen aktuellen Handelsregisterauszug.
 - Die Satzung oder den Gesellschaftsvertrag der kaufenden Objektgesellschaft inklusive aller Nachträge und einen aktuellen Handelsregisterauszug.
 - Bei Gewerbeobjekten Mietverträge über mindestens 80,00 % der Mietfläche oder mindestens Kapitaldienst deckend für die Fremdmittel; bei Wohnobjekten vollständige Mieterlisten und stichprobenweise einzelne Mietverträge.
 - Das Grundstück und die Immobilie sind im Erwerbsvorgang lastenfrei zu stellen außer den Belastungen in Abteilung III, die in Anrechnung auf den Kaufpreis übernommen werden und in Abteilung II, die nicht als wertmindernde Rechte angesehen werden.
 - Technische und kaufmännische Due-Diligence-Prüfung.
 - Bei investmentnahen Ausbauten, Umbauten, Sanierungen und Modernisierungen eine schlüssige Gesamtkalkulation der Geschäftsleitung über die hierfür zu erwartenden Kosten.
4. Die Gesellschaft trägt die Kosten im Sinne von § 12 des Gesellschaftsvertrages der ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG, die mit ihren Immobilieninvestitionen in Zusammenhang stehen, als eigene Kosten.

§ 6. Gesellschafterbeschlüsse.

1. Die Geschäftsführung hat alljährlich nach Vorliegen des Jahresabschlusses unter Wahrung einer Ladungsfrist von zwei Wochen, unter Angabe der Tagesordnung und unter Übersendung einer Abschrift des Jahresabschlusses zu einer ordentlichen Gesellschafterversammlung einzuladen.

2. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind in allen Angelegenheit der Gesellschaft zulässig. Sie werden, sofern im Gesellschaftsvertrag oder im Gesetz nichts anderes bestimmt ist, mit einfacher Stimmenmehrheit der Erschienenen gefasst. Je EUR 25 eines Gesellschaftsanteils gewähren eine Stimme.

3. Die Gesellschafter beschließen insbesondere über:

- a) Die von der Geschäftsführung vorzulegenden Immobilienmodernisierungskonzepte.
- b) Die durchzuführenden Investitionen gemäß den Vorschlägen der Geschäftsführung auf der Grundlage der vorgelegten Investitionspläne.
- c) Abschluss, Änderung und Beendigung von Dauerschuldverhältnissen, insbesondere Darlehensverträge, Mietverträge, Pachtverträge und Leasingverträge, soweit dies nicht mit den Investitionen der Gesellschaft und dem dafür benötigten mittelbaren oder unmittelbaren Fremdkapital in Zusammenhang steht.

d) Die Aufnahme von Fremdwährungsdarlehen, ausgenommen Fremdwährungsdarlehen in Schweizer Franken (CHF), wenn diese Fremdwährungsdarlehen insgesamt max. 25,00 % aller jeweils am Tage der Unterzeichnung des Darlehensvertrages zugesagten konsolidierten Fremdmittel der Gesellschaft und der Objektschwestergesellschaften betragen.

e) Die Feststellung des Jahresabschlusses, die Entnahmen sowie die Entlastung des oder der Geschäftsführer(s) für das abgelaufene Geschäftsjahr.

f) Die Führung von Aktivprozessen und prozessbeendende Handlungen und Erklärungen ab einem Streitwert von EUR 500.000.

g) Den Verkauf von Immobilien der Gesellschaft, soweit diese mit einem Handelsgewinnaufschlag (nach Abzug der Courtage für den/die Verkaufsmakler) von weniger als 15,00 % auf den Gestehungspreis gemäß § 5 Absatz 2 des Gesellschaftsvertrages der ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG veräußert werden sollen.

h) Änderungen des Gesellschaftsvertrages.

i) Die Umwandlung der Gesellschaft gemäß § 1 UmwG.

j) Eine evtl. Notierung (Listung) an der Börse und/oder Börsengang der Gesellschaft (IPO).

k) Die Annahme von Generalunternehmer-Angeboten oder die Einzelvergabe der Gewerke.

Über Maßnahmen gem. lit. h) bis j) beschließt die Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von dreiviertel der abgegebenen Stimmen.

4. Beschließen die Gesellschafter über Investitionen oder über andere Angelegenheiten, die der Mittelverwendungskontrolle unterliegen, so werden sie den § 5 beachten.

5. Gesellschafterbeschlüsse können, vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Formvorschriften, wenn alle Gesellschafter mit diesem Verfahren einverstanden sind, auch fernschriftlich durch Telex oder Telefax oder schriftlich ohne förmliche Gesellschafterversammlung gefasst werden.

§ 7. Auskunfts- und Einsichtsrechte. Die Gesellschafter haben jederzeit das Recht, die Unterlagen der Gesellschaft einzusehen.

§ 8. Jahresabschluss.

1. Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung sind von der Geschäftsführung innerhalb der gesetzlichen Frist aufzustellen und von den Gesellschaftern festzustellen. Für die Aufstellung der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung gelten die gesetzlichen Bestimmungen und die Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung.

2. Die Geschäftsführung hat die Aufstellung des Abschlusses durch einen Wirtschaftsprüfer zu veranlassen mit der Maßgabe, dass im Rahmen der Aufstellung Prüfungshandlungen vorgenommen und Bericht erstattet wird. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, stattdessen den Jahresabschluss einem Wirtschaftsprüfer oder einer Wirtschaftsprüfungsgesellschaft zur vollumfänglichen Prüfung vorzulegen.

3. Eine Abschrift des Jahresabschlusses nebst Prüfungsvermerk oder Bescheinigung des Wirtschaftsprüfers oder Wirtschaftsprüfungsgesellschaft ist allen Gesellschaftern zuzuleiten. Dem Mittelverwendungskontrolleur ist der Prüfungsbericht bzw. der ihn ersetzende Bericht über die Aufstellung des Jahresabschlusses zu übermitteln.

§ 9. Geschäftsführervergütung. Die Gesellschaft ist nicht zur Zahlung einer Geschäftsführervergütung verpflichtet. Die Tätigkeiten des Geschäftsführers werden nicht entgolten.

§ 10. Verteilung des Jahresergebnisses.

1. Über die Verwendung des Jahresergebnisses (Summe aus Jahresüberschuss und Gewinnvortrag abzüglich Verlustvortrag) oder - soweit einschlägig - über die Verwendung des Bilanzgewinnes entscheiden die Gesellschafter spätestens bis zum Ablauf der ersten sechs Monate des Geschäftsjahres mit einfacher Mehrheit.

2. Die Gewinnausschüttung hat binnen einer Frist von 4 Wochen -gerechnet ab Beschlussfassung - zu erfolgen.

§ 11. Dauer der Gesellschaft. Die Gesellschaft ist grundsätzlich auf unbestimmte Zeit errichtet. Sie wird aufgelöst mit Veräußerung der letzten gehaltenen Immobilie, jedoch nicht vor dem 31. Dezember 2022.

§ 12. Kündigung und Ausscheiden aus der Gesellschaft.

1. Die ordentliche Kündigung des Gesellschaftsvertrages ist ausgeschlossen. Das Recht zur fristlosen Kündigung aus wichtigem Grund bleibt unberührt. Durch die Kündigung eines Gesellschafters wird die Gesellschaft nicht aufgelöst, vielmehr scheidet der kündigende Gesellschafter aus der Gesellschaft aus.

2. Wird ein Gesellschafter zahlungsunfähig, wird über sein Vermögen ein Insolvenzverfahren eröffnet oder dessen Eröffnung mangels Masse abgelehnt, so scheidet der betreffende Gesellschafter mit sofortiger Wirkung aus der Gesellschaft - auch wenn diese bereits ihre Auflösung beschlossen hat -aus, ohne dass es eines Gesellschafterbeschlusses oder einer gerichtlichen Klage bedarf.

3. Wird gegen einen Gesellschafter oder sein Vermögen eine Maßnahme der Zwangsvollstreckung aus einem nicht nur vorläufig vollstreckbaren Titel in seinen Gesellschaftsanteil eingeleitet, so scheidet der betreffende Gesellschafter nach Ablauf von vier Wochen, gerechnet vom Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Zwangsvollstreckung an, aus der Gesell-

schaft - auch wenn diese bereits ihre Auflösung beschlossen hat - aus, wenn nicht die Zwangsvollstreckungsmaßnahme innerhalb dieser Frist aufgehoben wird.

4. Ein Gesellschafter, der Klage auf Auflösung der Gesellschaft erhebt, scheidet mit Rechtshängigkeit der Klage aus der Gesellschaft aus, die auch in diesem Falle von den verbleibenden Gesellschaftern fortgesetzt wird.

5. Ein Gesellschafter kann aus der Gesellschaft ausgeschlossen werden, wenn in seiner Person ein wichtiger Grund gegeben ist. Der ausscheidende Gesellschafter hat bei der Beschlussfassung kein Stimmrecht.

6. Der aufgrund der Kündigung oder durch Ausschluss ausscheidende Gesellschafter erhält eine Abfindung gemäß § 13.

7. Der ausscheidende Gesellschafter ist sodann verpflichtet, nach Wahl der Gesellschaft seinen Anteil (ganz oder geteilt) an die Gesellschaft selbst, an einen oder mehrere Gesellschafter oder an einen oder mehrere von der Gesellschaft zu benennende Dritte abzutreten oder die Einziehung seines Anteils zu dulden.

§ 13. Abfindung.

1. Scheidet ein Gesellschafter aus der Gesellschaft aus, erhält er für seine Beteiligung am Gesellschaftsvermögen eine Abfindung in Geld. Die Abfindung errechnet sich im Falle des Ausscheidens aufgrund der Regelungen in § 12 Absatz 2 - 5 oder aufgrund eines vom ausscheidenden Gesellschafter zu vertretenden Kündigungsgrundes sowie im Falle des Ausschlusses wegen nicht vollständig oder nicht gehörig geleisteter Einlage nach Absatz 2, in allen anderen Fällen gemäß Absatz 3.

2. Der Gesellschafter erhält ein Abfindungsguthaben in Höhe des Buchwertes seiner Beteiligung nach dem Stande vom 31.12. des dem Ausscheiden vorangehenden Kalenderjahres, höchstens aber den Betrag der von ihm geleisteten Einlage, jeweils abzüglich zwischenzeitlicher Entnahmen, zuzüglich des anteiligen Gewinnes und abzüglich eines etwaigen anteiligen Verlustes.

3. Der Gesellschafter erhält ein Abfindungsguthaben in Höhe des Verkehrswertes seiner Beteiligung. Hierzu werden die beweglichen Wirtschaftsgüter der Gesellschaft mit einem anhand einschlägiger Listen oder Indizes zu schätzenden Teilwert angesetzt, der Grundbesitz bei einem Ausscheiden während der Geschäftsjahre 2012 bis einschließlich 2015 mit dem 12,0-fachen der durchschnittlich für die vorausgegangenen drei Kalenderjahre erzielten Jahresnettomiete (ohne Nebenkosten und Mehrwertsteuer), bei einem Ausscheiden während der Geschäftsjahre 2016 ff. mit dem 13,0-fachen der durchschnittlich für die vorausgegangenen drei Kalenderjahre erzielten Jahresnettomiete (ohne Nebenkosten und Mehrwertsteuer) bzw. jeweils maximal mit 20,00 % über dem jeweils ursprünglich bezahlten Einkaufspreis im Sinne des § 5 Absatz 2 UA 4 des Gesellschaftsvertrages der ZBI Zentral Boden Immobilien GmbH & Co. Siebte Professional Immobilien Holding KG. Die durch das Ausscheiden des Gesellschafters bedingten Kosten und Abgaben sind in Abzug zu bringen. Ein Geschäftswert wird nicht angesetzt. Das Ergebnis schwebender Geschäfte wird nicht berücksichtigt. Der Abfindungsbetrag wird von dem für die Gesellschaft tätigen Steuerberater gemäß § 317 BGB auf den Tag des Ausscheidens ermittelt, wobei, falls zwischen der Gesellschaft und dem ausscheidenden Gesellschafter keine Einstimmigkeit über das Auseinandersetzungsguthaben erzielt werden kann, das Auseinandersetzungsguthaben des ausscheidenden Gesellschafter durch das Gutachten eines anderen Wirtschaftsprüfers als Schiedsgutachter nach billigem Ermessen festzustellen ist. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist für die Gesellschaft und den ausscheidenden Gesellschafter verbindlich. Können die Parteien sich nicht auf einen Wirtschaftsprüfer einigen, hat auf den Antrag einer der Parteien die Wirtschaftsprüferkammer einen Wirtschaftsprüfer zu benennen. Die Kosten des Gutachters tragen die Parteien unter entsprechender Anwendung des § 91 Absatz 1 ZPO. Über die Kostentragung entscheidet der Schiedsgutachter.

4. Das Abfindungsguthaben ist mit Wirksamwerden des Ausscheidens des Gesellschafters in einem Betrag zur Zahlung fällig.

5. Sicherheitsleistung für die Zahlung des Abfindungsguthabens kann der ausscheidende Gesellschafter nicht verlangen.

§ 14. Liquidation.

1. Die Liquidation erfolgt durch den oder die Geschäftsführer.

2. Über eine Liquidationsvergütung beschließt die Gesellschafterversammlung.

3. Das nach Befriedigung der Gläubiger verbleibende Vermögen der Gesellschaft wird nach dem Verhältnis der Geschäftsanteile verteilt.

§ 15. Erfüllungsort. Erfüllungsort und Gerichtsstand für alle sich aus diesem Vertrag oder aufgrund dieses Vertrages ergebenden Ansprüche ist - soweit gesetzlich zulässig - Erlangen.

§ 16. Wettbewerbsverbot. Die Geschäftsführer und die Gesellschafter sind vom Wettbewerbsverbot befreit. Sofern ein Geschäftsführer einem Wettbewerbsverbot unterliegen soll, wird dieses im jeweiligen Anstellungsvertrag geregelt.

§ 17. Schlussbestimmungen.

1. Nebenabreden. Änderungen und Ergänzungen dieses Vertrages sowie alle das Gesellschaftsverhältnis betreffenden Vereinbarungen der Gesellschafter untereinander und mit der Gesellschaft bedürfen der Schriftform, soweit nicht kraft zwingenden Gesetzes eine strengere Form vorgeschrieben ist. Auf das Schriftformerfordernis kann nur schriftlich verzichtet werden.

2. Sollten Bestimmungen dieses Vertrages oder eine künftig in ihm aufgenommene Bestimmung ganz oder teilweise nicht rechtswirksam oder nicht durchführbar sein oder ihre Rechtswirksamkeit oder Durchführbarkeit später verlieren, so wird hierdurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen des Vertrages nicht berührt. Das gleiche gilt, soweit sich herausstellen sollte, dass der Vertrag eine Regelungslücke enthält. Anstelle der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmungen oder zur Ausfüllung der Lücke soll eine angemessene Regelung gelten, die, soweit rechtlich möglich, dem am nächsten kommt, was die Gesellschafter gewollt haben oder nach dem Sinn und Zweck des Vertrages gewollt haben würden, sofern sie bei Abschluss dieses Vertrages oder bei der späteren Aufnahme einer Bestimmung den Punkt bedacht hätten.

3. Die Kosten dieses Vertrages und der notwendigen Registereintragungen (Gründungskosten) trägt die Gesellschaft bis zu einem Betrag von EUR 1.700.

4. Alle Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen im elektronischen Bundesanzeiger.“

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter akzeptieren den Rücktritt des alleinigen Geschäftsführers Herrn Matthias SPRENGER, beruflich ansässig in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, mit Wirkung um Mitternacht des Kalendertages vor dem Verlegungstag.

Dem bis zum Verlegungstag amtierenden bisherigen Geschäftsführer wird für den Zeitraum, der am Kalendertag vor dem Verlegungstag endet, Entlastung von seiner Haftung gegenüber der Gesellschaft bezüglich der von ihm ausgeführten Tätigkeit als Geschäftsführer erteilt.

Zum Verlegungstag übergibt der ausscheidende luxemburgische Geschäftsführer die Geschäftsführung an die unten benannten neuen Geschäftsführer in Deutschland.

Die Gesellschafter ernennen mit Wirkung ab dem Verlegungstag die folgenden Personen als Geschäftsführer:

a) Herr Dr. Bernd Konrad ITAL, geboren am 03.03.1965 in Mönchengladbach, Deutschland, geschäftsansässig in der Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen; und

b) Herr Felix Sebastian BADER, geboren am 16.06.1981 in Erlangen, Deutschland, geschäftsansässig in der Henkestrasse 10, D-91054 Erlangen.

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter bestätigen:

(i) Die Neue Satzung steht im Einklang mit dem Recht der Bundesrepublik Deutschland;

(ii) Die Gesellschaft wird mit Wirkung um Mitternacht des Kalendertages vor dem Verlegungstag aufhören, als luxemburgische Gesellschaft zu existieren, und ab dem Verlegungstag dem anwendbaren Recht der Bundesrepublik Deutschland unterliegen;

(iii) Die Verlegung des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft, die Änderung der Sitzlandes und der Nationalität der Gesellschaft sowie die Änderung der Gesellschaftsform führen weder zu einer Auflösung und / oder Liquidation der Gesellschaft noch zur Schaffung einer neuen juristischen Person und erfolgen im Einklang mit allen anwendbaren deutschen Vorschriften.

Siebenter Beschluss

Dem derzeitigen luxemburgischen Geschäftsführer, dem Rechtsanwalt Marcus PETER mit Sitz in Luxemburg und dem Wirtschaftsprüfer Wolfgang BLAUBERGER mit Sitz in München wird jeweils einzeln unbeschränkte Vollmacht erteilt einschließlich des Rechts, Untervollmacht zu erteilen, um die oben genannten Beschlüsse auszuführen und wirksam werden zu lassen. Dazu gehören insbesondere die Einreichung von Unterlagen beim deutschen und luxemburgischen Handelsregister.

Achter Beschluss

Die Bücher und Unterlagen, die am bisherigen Sitz der Gesellschaft in Luxemburg verwahrt wurden, werden so bald wie möglich nach dem Verlegungstag an den oben genannten neuen Sitz der Gesellschaft in Deutschland transferiert.

Bestätigung des Notars über die Kapitalerhöhung

Die gemäß dem ersten Beschluss erfolgte Kapitalerhöhung wird am Tag dieser außerordentlichen Hauptversammlung wirksam.

Der unterzeichnende Notar bestätigt daher, dass das Kapital der Gesellschaft am Tag dieser notariellen Urkunde fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), aufgeteilt in eintausend (1.000) Anteile zu einem Nominalwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), beträgt.

Kosten

Die aufgrund dieser Versammlung angefallenen Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Gebühren jeglicher Form, welche durch die Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr EUR 2.500,- geschätzt.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, an dem zu Anfang dieser Urkunde erwähnten Datum.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Person, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die anwesende Person zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: C. PFISTER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 septembre 2014. Relation: LAC/2014/45105. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 4. November 2014.

Référence de publication: 2014171464/341.

(140195471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

S.I.SM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 93.035.

Décisions prises lors du conseil d'administration du 26 août 2014.

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité des voix de transférer le siège social de la société du 19-21, boulevard du Prince Henri - L-1724 Luxembourg au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 26 août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S.I.SM. S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014171524/14.

(140196025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

S&B Minerals S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 178.470.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of October.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of S&B Minerals S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 178.470, incorporated on 28 June 2013 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, who acted in replacement of the undersigned notary, published with the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 2057 on the 23 August 2013 (the "Company"). The Company's articles of association have been last amended on 7 August 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published with the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was opened at 10:00 a.m. CET with Mr. Brian Gillot, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary, Mr. Georg Gerstberger, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms. Samantha Matthey, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Reduction of the Company's share capital by an amount of one hundred seven euro and ninety-nine cent (EUR 107.99), through the cancellation of five thousand three hundred and ninety-nine point five (5,399.5) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and five thousand three hundred and ninety-nine point five (5,399.5) non-voting mandatorily redeemable preferred shares (the "Preferred Shares") held by MancoInvest S.C.S., all having a par value of one cent of a euro (EUR 0.01) each; and

2. Restatement of article 5 of the Company's articles of association to reflect the above.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented

shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled “ne varietur” by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That all shareholders of the Company are present or represented at the present meeting and the shareholders present or represented have been duly convened and got knowledge of the agenda prior to this meeting and that thus no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to reduce, within the scope of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), the share capital of the Company by an amount of one hundred seven euro and ninety-nine cent (EUR 107.99), in order to bring the share capital of the Company from its present amount of five hundred twenty thousand seven hundred fifty-nine euro and thirty-five cent (EUR 520,759.35), represented by twenty-six million thirty-seven thousand nine hundred and sixty-seven point five (26,037,967.5) ordinary shares and twenty-six million thirty-seven thousand nine hundred and sixty-seven point five (26,037,967.5) non-voting mandatorily redeemable preferred shares, all having a par value of one cent of a euro (EUR 0.01) each, to a new amount of five hundred twenty thousand six hundred fifty-one euro and thirty-six cent (EUR 520,651.36) represented by twenty-six million thirty-two thousand five hundred sixty-eight (26,032,568) ordinary shares and twenty-six million thirty-two thousand five hundred sixty-eight (26,032,568) non-voting mandatorily redeemable preferred shares, by way of redemption and subsequent cancellation by the Company five thousand three hundred and ninety-nine point five (5,399.5) ordinary shares and five thousand three hundred and ninety-nine point five (5,399.5) non-voting mandatorily redeemable preferred shares, each having a nominal value of cent of a euro (EUR 0.01) and held by MancoInvest S.C.S. (“Manco 1”) a société en commandite simple incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under registration number B 184.622 (the “Cancelled Shares”).

The counter value of the Cancelled Shares shall be paid out as follows:

- an aggregate amount of sixty-five thousand eight hundred seventy-three euro and ninety cent (EUR 65,873.9) (the “Counter Value”) shall be paid out to Manco 1, out of which one hundred seven euro and ninety-nine cent (EUR 107.99) correspond to the aggregate nominal value of the Cancelled Shares held by Manco 1 (the “Nominal Value”) and sixty-five thousand six hundred fifty-seven euro and ninety-two cent (EUR 65,765.91) correspond to the aggregate redemption premium.

The amount corresponding to the Counter Value of the Cancelled Shares to be paid out to Manco 1 is at the free disposal of the Company as it has been proven to the undersigned notary pursuant to the interim financial statements of the Company which shall be registered together with this deed.

The general meeting therefore grants power to any director of the Company to proceed with the payment of the Counter Value to Manco 1 but, with regard to the Nominal Value, not before a period of thirty days from the publication of the present deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under observance of the provisions of Article 69 of the Law.

Second resolution

The general meeting resolves to restate article article 5 of the Company’s articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1. Issued share capital

5.1.1. The Company’s issued share capital is set at five hundred twenty thousand six hundred fifty-one euro and thirty-six cent (EUR 520,651.36), consisting of twenty-six million thirty-two thousand five hundred and sixty-eight (26,032,568) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) and twenty-six million thirty-two thousand five hundred and sixty-eight (26,032,568) non-voting mandatorily redeemable preferred shares (the “Preferred Shares”), all having a par value of one cent of a euro (EUR 0.01) each.

5.1.2. Under the terms and conditions provided by law and notwithstanding the authorisation granted to the board of directors in article 5.2 of these articles of association (“Authorised share capital”), the Company’s issued share capital may be increased by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.1.3. Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company’s share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch

of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription. However, subject to the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders, called (i) either to resolve upon an increase of the Company's issued share capital (ii) or upon the authorisation to be granted to the board of directors to increase the Company's issued share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder (s) or authorise the board of directors to do so. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.1.4. Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.2. Authorised share capital

5.2.1 The Company's authorised share capital, including the issued share capital, is fixed at five hundred forty-two thousand seven hundred five hundred fifty-seven euro and fourteen cents (EUR 542,757,14), consisting of twenty-seven million one hundred and thirty-seven thousand eight hundred and fifty-seven (27,137,857) Ordinary Shares having a par value of one cent of a euro (EUR 0.01) per share and twenty-seven million one hundred and thirty-seven thousand eight hundred and fifty-seven (27,137,857) Preferred Shares having a par value of one cent of a euro (EUR 0.01) per share.

5.2.2 During a period of time of five (5) years from the date of publication of these articles of association or, as the case may be, of the resolution to renew, to increase or to reduce the authorised share capital pursuant to this article 5.2, in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the board of directors be and is hereby authorised to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares, within the limit of the authorised share capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically to proceed to such issue by suppressing or limiting the existing shareholder's/ shareholders' preferential right to subscribe for the new shares to be issued.

5.2.3 This authorisation may be renewed once or several times by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years.

5.2.4 The Company's authorised share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 2,500.-.

There being no further business the meeting is closed at 10.30 a.m. CET.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the German and the English text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am zehnten Tag des Monats Oktober.

Vor Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Hat eine Hauptversammlung der Aktionäre der S&B Minerals S.A., einer société anonyme gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 178.470, gegründet am 28. Juni 2013 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Martine Schaeffer, welche gehandelt hat in Vertretung des amtierenden Notars, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nr. 2057 vom 23. August 2013 (die "Gesellschaft"), zuletzt geändert am 7. August 2014 gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, noch nicht veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

Die Versammlung wurde um 10:00 Uhr MESZ unter dem Vorsitz von Herrn Brian Gillot, berufsansässig in Luxemburg, eröffnet, welcher Herrn Georg Gerstberger, berufsansässig in Luxemburg zum Sekretär ernannte.

Die Hauptversammlung wählte Frau Samantha Matthey, berufsansässig in Luxemburg zum Stimmzähler.

Der Versammlungsvorstand war somit gebildet. Der Vorsitzende erklärte Folgendes und ersuchte den Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Dass die Hauptversammlung über folgende Tagesordnung zu befinden hat:

Tagesordnung

1. Herabsetzung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von einhundertseven Euro und neunundneunzig Cent (EUR 107.99), durch die Annullierung von fünftausend dreihundertneunundneunzig Komma fünf (5.399,5) Stammaktien (die "Stammaktien") und fünftausend dreihundertneunundneunzig Komma fünf (5.399,5) stimmrechtslosen Vorzugsaktien (die "Vorzugsaktien") welche von MancoInvest S.C.S gehalten werden, mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Aktie; und

2. Neuformulierung des Artikels 5 der Gesellschaftssatzung:

II. Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, sowie die Anzahl ihrer Aktien in einer Anwesenheitsliste eingetragen sind. Diese Anwesenheitsliste wird, nach Unterzeichnung durch die Aktionäre, Bevollmächtigten und dem Verwaltungsvorstand, dieser notariellen Urkunde beigelegt, um zusammen mit dieser einregistriert zu werden.

Die Vollmachten werden nach Unterzeichnung ne varietur durch die Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt.

III. Dass sämtliche Aktionäre der Gesellschaft in der Hauptversammlung anwesend beziehungsweise gültig vertreten sind, und dass alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, von der für diese Hauptversammlung festgelegten Tagesordnung Kenntnis erhalten zu haben und ordnungsgemäß geladen worden zu sein und deswegen war die schriftliche Einberufung der Hauptversammlung nicht nötig.

IV. Dass diese Hauptversammlung ordnungsgemäß einberufen wurde und in rechtsgültiger Weise über die Tagesordnungspunkte beraten kann.

Die Hauptversammlung der Aktionäre ersuchte den unterzeichnenden Notar folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss:

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt, im Rahmen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das „Gesetz“), das Stammkapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von einhundertseven Euro und neunundneunzig Cent (EUR 107.99) herabzusetzen, um es von seinem gegenwärtigen Betrag in Höhe von fünfhundertzwanzigtausend siebenhundertneunundfünfzig Euro und fünfunddreißig Cent (EUR 520.759,35), vertreten durch sechsundzwanzig Millionen siebenunddreißigtausend neunhundertsevenundsechzig Komma fünf (26.037.967,5) Stammaktien und sechsundzwanzig Millionen siebenunddreißigtausend neunhundertsevenundsechzig Komma fünf (26.037.967,5) stimmrechtslosen Vorzugsaktien, alle mit einem Nominalwert von Cent (EUR 0,01) pro Aktie, auf einen neuen Betrag von fünfhundertzwanzigtausend sechshunderteinundfünfzig Euro und sechsunddreißig Cent (EUR 520.651,36), vertreten durch sechsundzwanzig Millionen zweiunddreißigtausend fünfhundertachtundsechzig (26.032.568) Stammaktien und sechsundzwanzig Millionen zweiunddreißigtausend fünfhundertachtundsechzig (26.032.568) stimmrechtslosen Vorzugsaktien, durch die Einziehung von fünftausend dreihundertneunundneunzig Komma fünf (5.399,5) Stammaktien und fünftausend dreihundertneunundneunzig Komma fünf (5.399,5) stimmrechtslosen Vorzugsaktien, mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0,01) pro Aktie und welche von MancoInvest S.C.S. (der „Manco 1“), eine société en commandite simple, gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz in 6,rue Jean Monnet L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 184.622, gehalten werden (die „Annullierten Geschäftsanteile“),

Der Gegenwert die Annullierten Geschäftsanteile wird ausgezahlt wie folgt:

Einen Gesamtbetrag in Höhe von fünfundsechzigtausend achthundertdreiundsiebzig Euro und neunzig Cent (EUR 65,873,9) (der „Gegenwert“) wird an Manco 1 ausgezahlt, von welchem Betrag einhundertseven Euro und neunundneunzig Cent (EUR 107,99), dem Gesamtnennwert von die Annullierten Geschäftsanteile (der „Nennwert“) entsprechen und fünfundsechzig Euro und sechsundsiebzigtausend fünfhunderteinundneunzig Cent (EUR 65,765,91), dem Gesamtrückzahlungsgagio entsprechen.

Der Betrag, welcher dem Gegenwert der an Manco 1 zu zahlenden Annullierten Geschäftsanteile entspricht, steht der Gesellschaft zur freien Verfügung, so wie es dem unterzeichneten Notar durch einen Zwischenabschluss der Gesellschaft, der zusammen mit dieser Urkunde einregistriert werden soll, nachgewiesen wurde.

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt deswegen, dem Vorsitzenden der Gesellschaft Vollmacht zu erteilen, um mit der Zahlung der Gegenwert an „Manco 1“ fortzufahren, jedoch mit Bezug auf den Nominalwert nicht vor einer Periode von dreißig Tagen ab der Publikation des vorliegenden notariellen Urkunde im Mémorial C. Recueil des Sociétés et Associations und unter Beachtung der Regelungen des Artikels 69 des Gesetzes.

Zweiter Beschluss:

Als Folge der vorausgegangenen Beschlüsse beschloss die Hauptversammlung der Aktionäre eine Neuformulierung des Artikels 5 der Gesellschaftssatzung wie folgt:

„ Art. 5. Aktienkapital.

5.1. Ausgegebenes Aktienkapital

5.1.1. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt fünfhundertzwanzigtausend sechshunderteinundfünfzig Euro und sechsunddreißig Cent (EUR 520.651,36), eingeteilt sechsundzwanzig Millionen zweiunddreißigtausend fünfhun-

dertachtundsechzig (26.032.568) Stammaktien (die „Stammaktien“) und sechsundzwanzig Millionen zweiunddreißigtausend fünfhundertachtundsechzig (26.032.568) stimmrechtslose Vorzugsaktien (die „Stimmrechtslosen Vorzugsaktien“) mit einem Nennwert von je einem Cent (EUR 0,01).

5.1.2. Unter den gesetzlichen Bedingungen und ungeachtet der dem Verwaltungsrat in Artikel 5.2 dieser Satzung erteilten Ermächtigung („Genehmigtes Aktienkapital“) kann das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre erhöht werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.3. Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen zu bezahlen sind, werden den bestehenden Aktionären/dem bestehenden Aktionär zuerst angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden solche Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen im Aktienkapital der Gesellschaft jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum, während dessen dieses bevorzugte Aktienbezugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an die Aktionäre/den Aktionär gesendeten Einschreibens betragen, welches die Eröffnung der Zeichnung ankündigt. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann jedoch die Hauptversammlung der Aktionäre, welche einberufen wurde, um (i) entweder über eine Erhöhung des Aktienkapitals der Gesellschaft (ii) oder über die dem Verwaltungsrat zu erteilende Ermächtigung, das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft zu erhöhen, zu bestimmen, das bevorzugte Aktienbezugsrecht der bestehenden Aktionäre/des bestehenden Aktionärs begrenzen oder aufheben oder den Verwaltungsrat ermächtigen, dies zu tun. Ein solcher Beschluss muss in der Weise gefasst werden wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.4. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Aktienkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Hauptversammlung herabgesetzt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.2. Genehmigtes Aktienkapital

5.2.1. Das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft einschließlich des ausgegebenen Aktienkapitals beträgt fünfhundertzweiundvierzigtausend siebenhundertsiebenundfünfzig Euro und vierzehn Cent (EUR 542,757,14) bestehend aus siebenundzwanzig Millionen einhundertsiebenunddreißigtausend achthundertsiebenundfünfzig (27,137,857) Stammaktien mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0,01) pro Aktie und siebenundzwanzig Millionen einhundertsiebendunddreißigtausend achthundertsiebenundfünfzig (27,137,857) Stimmrechtslosen Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0,01) pro Aktie.

5.2.2. Der Verwaltungsrat wird hiermit ermächtigt, während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung dieser Satzung oder, soweit anwendbar, des Beschlusses, das genehmigte Aktienkapital gemäß dieses Artikels 5.2 zu erneuern, zu erhöhen oder herabzusetzen, im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Aktien herauszugeben, Aktienbezugsoptionen zu gewähren und jedes andere in Aktien umwandelbare Instrument herauszugeben, und zwar begrenzt auf das genehmigte Aktienkapital, wobei eine solche Ausgabe an solche Personen und unter solchen Bedingungen erfolgt, die der Verwaltungsrat für geeignet hält, und insbesondere eine solche Herausgabe unter Aufhebung oder Begrenzung des Vorzugsrechts der bestehenden Aktionäre/des bestehenden Aktionärs, die neu auszugebenden Aktien zu zeichnen, vorzunehmen.

5.2.3. Diese Ermächtigung kann einmal oder mehrmals durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre erneuert werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, und zwar jeweils für einen Zeitraum, welcher nicht mehr als fünf (5) Jahre beträgt.

5.2.4. Durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist, kann das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden“.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welcher Art auch immer, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde entstehen werden, werden auf ungefähr EUR 2.500.- geschätzt.

Die Sitzung wurde um 10.30 Uhr MESZ geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische und deutsche Sprache versteht und spricht, stellt fest, dass auf Anfrage der Erschienenen die gegenwärtige Urkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Anfrage der Erschienenen und im Falle von Unterschieden zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. MATTHEY, G. GERSTBERGER, B. GILLOT und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., Le 20 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48788. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxembourg, den 4. November 2014.

Référence de publication: 2014171525/259.

(140195724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Saddle LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 183.077.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of October,
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Saddle Luxco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed dated 19 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 526 of 27 February 2014 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 183077 (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The meeting was declared open at 10.45 a.m. by Me Catherine Kremer, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Me Alexandre Koch, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Nathalie Blanc, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of two hundred ninety-seven thousand five hundred euro (EUR 297,500.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), to three hundred ten thousand euro (EUR 310,000).

2 To issue twenty-nine million seven hundred fifty thousand (29,750,000) new shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for (i) twenty-six million six hundred fifty thousand (26,650,000) new shares by Saddle Holding S.à r.l. with payment of share premium of six million one hundred sixty-four thousand five hundred euro (EUR 6,164,500.-) and (ii) three million one hundred (3,100,000) new shares by Triton Luxembourg GP Saddle S.C.A. with payment of a share premium of seven hundred nineteen thousand euro (EUR 719,000.-) and to accept full payment in cash for such new shares.

4 To amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase.

5 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of two hundred ninety-seven thousand five hundred euro (EUR 297,500.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), to three hundred ten thousand euro (EUR 310,000).

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to issue twenty-nine million seven hundred fifty thousand (29,750,000) new shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared:

(i) Saddle Luxco Holding S.à r.l. a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a corporate capital of twelve thousand five hundred two euro (EUR 12,502.-), with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 185017 (hereafter referred as to the "Subscriber 1"),

hereby represented by Maître Catherine Kremer, lawyer, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on 9 October 2014;

The Subscriber 1 declared to subscribe to twenty-six million six hundred fifty thousand (26,650,000) new shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), and to make full payment in cash for such new shares together with the payment of a share premium in an amount of six million one hundred sixty-four thousand five hundred euro (EUR 6,164,500.-),

(ii) Triton Luxembourg GP Saddle S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (hereafter referred as to the "Subscriber 2"),

hereby represented by Maître Catherine Kremer, lawyer, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on 10 October 2014;

The Subscriber 2 declared to subscribe to three million one hundred thousand (3,100,000) new shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), and to make full payment in cash for such new shares together with the payment of a share premium in an amount of seven hundred nineteen thousand euro (EUR 719,000.-).

The amount of seven million one hundred eighty-one thousand euro (EUR 7,181,000.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to accept the above subscription and payment and further resolved to allot the new shares according to the above mentioned subscription.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolved to amend the 1st paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

"The issued capital of the Company is set at three hundred ten thousand euro (EUR 310,000) divided into thirty-one million (31,000,000) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all of which are fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at three thousand seven hundred euro (EUR 3,700.-).

There being no other business, the extraordinary general meeting was adjourned at 10.55 a.m..

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois d'octobre,
par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés de Saddle Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), ayant son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L- 1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par un acte du notaire soussigné en date du 19 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 526, du 27

février 2014 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183077 (la «Société»).

Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 10.45 heures sous la présidence de Maître Catherine Kremer, avocat demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Maître Alexandre Koch, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Madame Nathalie Blanc, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents euros (EUR 297.500,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), à trois cent dix mille euros (EUR 310.000,-).

2 Émission de vingt-neuf millions sept cent cinquante mille (29.750.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR (0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de (i) vingt-six millions six cent cinquante mille (26.650.000) nouvelles parts sociales par Saddle Holding S.à r.l. avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de six millions cent soixante-quatre mille cinq cents euros (EUR 6.164.500,-), et (ii) trois millions cent mille (EUR 3.100.000) par Triton Luxembourg GP Saddle S.C.A. avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de sept cent dix-neuf mille (719.000,-) et acceptation de la libération intégrale en espèces.

4 Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital.

5 Divers.

(ii) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales détenues par les associés, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des associés représentés, après avoir été signées par les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les associés présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents euros (EUR 297.500,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), à trois cent dix mille euros (EUR 310.000,-).

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'émettre vingt-neuf millions sept cent cinquante mille (29.750.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Ont ensuite comparu:

(i) Saddle Luxco Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cents deux euros (EUR 12.502,-), ayant son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185017 (ci-après définie comme étant le «Souscripteur 1»),

représentée aux fins des présentes par Maître Catherine Kremer, avocat, demeurant à Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 9 octobre 2014;

Le Souscripteur 1 a déclaré souscrire vingt-six millions six cent cinquante mille (26.650.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), et libérer intégralement, en espèces, ces parts sociales avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de six millions cent soixante-quatre mille cinq cents euros (EUR 6.164.500,-),

(i) Triton Luxembourg GP Saddle S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L- 1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (ci-après définie comme étant le «Souscripteur 2»),

représentée aux fins des présentes par Maître Catherine Kremer, avocat, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 10 octobre 2014;

Le Souscripteur 2 a déclaré souscrire trois millions cent mille (3.100.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), et libérer intégralement, en espèces, ces parts sociales avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de sept cent dix-neuf mille (719.000,-).

Le montant de sept millions cent quatre-vingt-un mille euros (EUR 7.181.000,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et a décidé d'émettre la nouvelle part sociale conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital émis de la Société est fixé à trois cent dix mille euros (EUR 310.000,-) divisé en trente et un millions (31.000.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à trois mille sept cents euros (EUR 3.700,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10.55 heures.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: C. Kremer, A. Koch, N. Blanc, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 15 octobre 2014. REM/2014/2259. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 5 novembre 2014.

Référence de publication: 2014171528/193.

(140196158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Smotritsch S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3A, Val Ste Croix.

R.C.S. Luxembourg B 191.487.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of October;

Before Us, Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

POSITRON INTERNATIONAL S.A., a company registered in Panama with registration number 770579, with address at ALEMAN, CORDERO, GALINDO & LEE, Calle 53 Este, Urb. Marbella, Humboldt Tower, 2nd Floor, Panama, Republic of Panama,

here represented by Mr Eric OSCH, director, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as stated here above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

ARTICLES OF INCORPORATION

I. Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "SMOTRITCH, Société de gestion de patrimoine familial" (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended and Law of May 11, 2007 on the corporation for the management of family assets, (hereinafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition and holding, management and disposal of financial assets and the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may hold, manage and dispose of cash and assets of whatever nature held in a bank account.

3.2. The Company shall not carry on any industrial activity nor maintain a commercial establishment open to the public.

3.3 In general, the Company may take any measure and carry out any operation which it may deem useful to the accomplishment and development of its purposes, remaining always, however, within the limits established by the Law of May 11, 2007 on the corporation for the management of family assets.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital, Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at fifty thousand United States Dollars (USD 50,000.-) represented by fifty thousand (50,000) shares in registered form with a par value of one United States Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management, Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholder(s) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Subject to article 8.3, Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company.

8.3 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented.

Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2 the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two managers of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of any Class A manager with any Class B manager.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form, Quorum, Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts, Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

VI. Dissolution, Liquidation

Art. 16. Accounting Year.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Art. 16. General Provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory Provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2015.

Subscription, Payment

Thereupon, POSITRON INTERNATIONAL S.A., prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to

Fifty thousand (50,000) shares with a par value of one United States Dollar (USD 1,-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to fifty thousand USD (USD 50,000.-).

The amount of fifty thousand USD (USD 50,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

173125

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand euros.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, represented as stated above, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following person(s) is (are) appointed as manager(s) of the Company for an indefinite period:

- Eric Pierre Osch, born on 13 March 1971 in Luxembourg, residing at 1, rue Laduno, L-9147, Erpeldange, Luxembourg, as Class A Manager and

- Peter Kevin Egan, born on 31 August 1972 in Dublin (Ireland), residing at 65, rue Christophe Colomb, L-1349, Luxembourg, as Class B Manager.

2. The registered office of the Company is set at 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, represented as stated above, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, represented as stated above, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze du mois d'octobre;

Par-devant Nous, Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

POSITRON INTERNATIONAL S.A., une société constituée en république de Panama, enregistrée sous le numéro 770579, ayant son adresse à ALEMAN, CORDERO, GALINDO & LEE, Calle 53 Este, Urb. Marbella, Humboldt Tower, 2nd étage, Panama, République du Panama

ici représentée par M. Eric Osch, directeur de société, demeurant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1^{er} . Dénomination, Siège social, Objet social, Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «SMOTRITCH, Société de gestion de patrimoine familial» (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée et la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet l'acquisition et la détention, gestion et disposition d'actifs financiers et la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats

de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société pourra détenir, gérer et disposer de fonds et actifs de quelque nature que ce soit détenu sur un compte bancaire.

3.2. La Société ne pourra exercer aucune activité industrielle ni tenir d'activité commerciale ouverte au public.

3.3 De façon générale, la Société peut prendre toute mesure ou exercer toute opération utile à l'accomplissement et au développement de son objet social avec cependant la limite fixée par la Loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à cinquante mille dollars US (USD 50.000,-), représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers. En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code civil. Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion, Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants résidents du Grand-Duché de Luxembourg qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Sous réserve des dispositions de l'article 8.3, Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société.

8.3 Si les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques ne peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, que par tout gérant de Classe A agissant conjointement avec tout gérant de Classe B.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.2, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.

10.2 Si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de tout gérant de Classe A et de tout gérant de Classe B.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme, Quorum, Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels, Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des

valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

VI. Dissolution, Liquidation

Art. 16. Dissolution, liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Disposition générale. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, POSITRON INTERNATIONAL S.A., prénommé(e) et représenté(e) comme dit ci-dessus, déclare souscrire à Cinquante mille (50.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un dollar US (USD 1,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de cinquante mille dollars US (USD 50.000,-).

La somme de cinquante mille dollars (USD 50.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ deux mille euros.

Décisions de l'associée unique

Et aussitôt, l'associée unique, représentée comme il est dit, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. La (les) personne(s) suivante(s) est (sont) nommée(s) comme gérant(s) de la Société pour une durée indéterminée:
 - Eric Pierre Osch, né le 13 mars 1971, à Luxembourg, résidant au 1, rue Laduno, L-9147, Erpeldange, Luxembourg, comme Gérant de classe A et
 - Peter Kevin Egan, né le 31 août 1972, à Dublin (Irlande), résidant au 65, rue Christophe Colomb, L-1349, Luxembourg, comme Gérant de Classe B.
2. Le siège social de la Société est établi au 3A, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, représentée comme il est dit, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, représentée comme il est dit, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. Osch, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 octobre 2014. Relation: RED/2014/2243. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 03 novembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014171553/396.

(140195564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Capa S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 191.512.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «CAPA LTD.», ayant son siège social à Jasmin Court, 35A Regent Street, P.O. Box 1777, Belize City, Belize, constituée en date du 4 mars 1999 (la «Société»).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Steve Gouveia, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Aurélie Katola, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Anouar Belli, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, la présidente expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Adoption des résolutions des actionnaires de la Société de transférer le siège social et le siège effectif d'administration et de contrôle de la Société de Belize à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

2. Approbation de (i) la continuation de la Société au Grand-Duché de Luxembourg sous forme d'une société anonyme et (ii) adoption de la nationalité luxembourgeoise par la Société avec effet à compter de la date de l'assemblée générale;

3. Conversion de la monnaie du capital-actions souscrit de la Société du dollar américain (USD) en euro (EUR) au taux de conversion convenu de 1 USD = 0,745935 EUR au 29.07.2014;

4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 449.997,76 (quatre cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante-seize cents) de manière à le porter de son montant actuel après conversion de EUR 2,24 (deux euros et vingt-quatre cents) à EUR 450.000,00 (quatre cent cinquante mille euros), sans émission d'actions nouvelles, libérée moyennant la conversion d'une partie de la dette actionnaire.

5. Conversion des 3 actions existantes en 450.000 (quatre cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 (un euro) chacune;

6. Modification de la dénomination de la Société en CAPA S.A. SPF;

7. Approbation de la refonte des statuts de la Société.

8. Acceptation et approbation de la démission de(s) administrateur(s) en fonction avec effet à compter de la date de l'assemblée générale et décharge à donner pour l'exécution de son mandat;

9. Approbation de la nomination de l'administrateur unique VALON S.A., société anonyme, avec Mme Tanja Bernat, en tant que représentant permanent;

10. Approbation de la nomination de AUDIT TRUST S.A., société anonyme, en tant que commissaire aux comptes de la Société, avec effet à compter de la date de l'assemblée générale;

11. Etablissement de l'adresse du siège social de la Société au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg;

12. Divers;

II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumise à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'entériner la résolution adoptée par le conseil d'administration de la Société le 11 août 2014 à Belize, décidant entre autres de transférer le siège social de Belize au Luxembourg.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de CAPA LTD. de Belize à Luxembourg, plus précisément au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, sans dissolution préalable, avec transformation simultanée de CAPA LTD. en une société de nationalité luxembourgeoise.

Troisième résolution

L'assemblée décide de convertir le capital de la Société de trois US Dollars (3.- USD) à deux euros et vingt-quatre cents (EUR 2,24) sur la base du taux de change en vigueur au 29 juillet 2014 (USD 1,- égale EUR 0,745935).

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence d'un montant de quatre cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante-seize cents (449.997,76 EUR) pour le porter de son montant actuel de deux euros et vingt-quatre cents (2,24 EUR) à quatre cent cinquante mille euros (450.000.- EUR) sans émission d'actions nouvelles et par conversion d'une partie de la dette actionnaire pour un montant total de quatre cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante-seize cents (449.997,76 EUR).

La valeur de cet apport en nature est sujette au rapport d'un réviseur d'entreprises indépendant conformément à l'article 32-1 (5) de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée, ci-après plus détaillé.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'échanger les trois (3) actions existantes contre quatre cent cinquante mille (450.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) par action.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration de la Société pour procéder à l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'approuver le rapport d'évaluation daté du 27 octobre 2014 établi par AUDIT CENTRAL S.à.r.l., réviseur d'entreprises, ayant son siège social au 200a, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange, conformément aux articles 26-1 et 31-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Les conclusions de ce rapport sont les suivantes:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur de l'actif net de CAPA S.A. SPF au 29 juillet 2014 ne correspond pas au moins au capital souscrit de 450.000 Euros.-»

Après avoir été signé "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire soussigné, le rapport d'évaluation restera annexé au présent acte et sera déposé en même temps auprès des autorités d'enregistrement.

Septième résolution

L'assemblée décide d'adopter la forme juridique d'une société anonyme, plus précisément une société de gestion de patrimoine familial et d'adopter la dénomination «CAPA S.A. SPF».

Huitième résolution

L'assemblée décide d'adapter les statuts de la société à la législation luxembourgeoise et décide de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il existe une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «CAPA S.A. SPF».

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs

de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale. La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 3. Le capital social est fixé à QUATRE CENT CINQUANTE MILLE EUROS (450.000.- EUR) divisé en quatre cent cinquante mille (450.000) actions avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire nommé par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, répondant aux conditions de l'Article 42, (2), de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée. Le dépositaire maintient un registre des actions au porteur au Luxembourg dans lequel les actions au porteur sont inscrites au nom de l'actionnaire propriétaire des actions.

La Société reconnaît les personnes au nom desquelles les actions sont enregistrées dans le registre des actionnaires comme les pleins propriétaires de ces actions.

A la demande des actionnaires, des certificats d'inscription nominatifs seront délivrés aux actionnaires par la Société ou par le dépositaire en cas d'actions au porteur.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à cinq millions d'euros (EUR 5.000.000.-) par la création et l'émission d'actions nouvelles avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier vendredi du mois de juin à 14.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Neuvième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des «directors» de la société et décide de leur accorder décharge pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à la date du transfert du siège social.

173133

Dixième résolution

L'assemblée décide de nommer, en tant qu'administrateur, la société «VALON S.A.», une société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63143), ayant comme représentant permanent Madame Tanja BERNAT, avec adresse professionnelle au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg pour une durée de six ans expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020.

Onzième résolution

L'assemblée décide de nommer la société anonyme «AUDIT TRUST S.A.», avec siège social au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63115, en tant que commissaire aux comptes pour une durée de six ans expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020.

Douzième résolution

L'assemblée décide de fixer l'adresse du siège social de la société au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite de ce document au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite personne a signé avec nous, notaire, le présent acte original.

Signé: S. GOUVEIA, A. KATOLA, A. BELLI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 04 novembre 2014. Relation: EAC/2014/14795. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014171794/231.

(140196205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Energreen Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.162.500,00.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 162.640.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03 novembre 2014 que:

- Monsieur Gian Luca GRECO a été révoqué de sa fonction de gérant.
- Monsieur Carlo CIVELLI, né le 29 juillet 1948 à Malnate en Italie, et demeurant 6, Impasse de la Fontaine à MC-98000 Monaco a été nommé Gérant de la société.
- Monsieur Alessio ROCCHI, né le 07 juillet 1972 à Rome en Italie, et demeurant 44, Boulevard d'Italie à MC-98000 Monaco a été nommé Gérant de la société.
- Monsieur Angelo SCALONE, né le 16 octobre 1964 à Brindisi en Italie, et demeurant Via Romagna, 61 à I-74121 Taranto (Italie) a été nommé Gérant de la société.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 03 novembre 2014.

Référence de publication: 2014171194/20.

(140195992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Crystal Falls S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 92.454.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 27 octobre 2014:

L'Assemblée accepte la démission de ses fonctions d'administrateur de Monsieur Marco NEUEN et ne procède pas à son remplacement.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2014171164/13.

(140195510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Hogepa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 139.508.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société HOGEPa S.A., qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 30 septembre 2014 à 10 heures.

L'assemblée décide:

1. D'accepter le transfert de siège social de la société au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

2. D'accepter la nomination du mandat d'administrateur de M. Frédéric CIPOLLETTI, né le 22 novembre 1973 à Haine-Saint-Paul (Belgique), demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, son mandat expirant le 6 mai 2019

3. D'accepter la nomination du mandat d'administrateur de Mme Maria-Grazia CATUCCI, née le 12 mars 1976 à Mons (Belgique), demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, son mandat expirant le 6 mai 2019

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Pour la société

Valerio CESANO

Administrateur délégué

Référence de publication: 2014172027/22.

(140196774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Investec Asset Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 162.485.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172041/10.

(140197086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Jantinori 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 265.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 157.261.

EXTRAIT

La Société Jantinori 1 S.à r.l. tient à informer le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg que la fonction de gérant de Martin Paul Galliver est à inscrire comme «gérant Mezzanine» avec effet au 23 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

Jantinori 1 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014172065/15.

(140196274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

International Marketing Investment Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 86.986.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue extraordinairement à Luxembourg le 29 octobre 2014, les décisions suivantes ont été prises:

1. De révoquer Alter Audit S.à r.l., ayant son siège social au 69 rue de la Semois, L-2533 Luxembourg, en sa qualité de commissaire.

2. De nommer jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020:

Commissaire:

M. Pascal GOUGNOT, demeurant professionnellement au 1, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014172058/15.

(140196485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Kansas City Southern International Investments, Société Anonyme.

Siège de direction effectif: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 175.499.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172082/10.

(140196338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

J.H. Bauunternehmen, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5335 Moutfort, 16, Soibelwee.

R.C.S. Luxembourg B 43.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014172063/10.

(140196710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

J.J.M.T., s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4480 Belvaux, 50, Chemin Rouge.

R.C.S. Luxembourg B 113.448.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014172064/10.

(140196534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Joa Holdco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 188.706.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 05 novembre 2014.

Référence de publication: 2014172066/10.

(140197242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

J F D S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselsborn.

R.C.S. Luxembourg B 99.283.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014172061/10.

(140196599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

JB Mac Nortance S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 15.338.120,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 112.998.

Les comptes annuels abrégés de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014172072/12.

(140196319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2014.

Ikra Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.690.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société signées le 22 octobre 2014 que:

- Le conseil d'administration approuve la démission de Monsieur Alfredo Caturano demeurant au 6, Gracechurch Street, EC3V 0AT London (Royaume-Uni) et né le 08/08/1969 à Naples (Italie) de ses fonctions d'administrateur et président du conseil d'administration.

- En remplacement de Monsieur Alfredo Caturano, le conseil d'administration nomme temporairement aux fonctions d'administrateur et de président du conseil d'administration Monsieur Gabriele Onorino Ponti demeurant au 2, Rue Riva Paradiso, CH-6900 Lugano (Suisse) et né le 27/06/1974 à Mendrisio (Suisse). Cette nomination est effective le 20 octobre 2014, date d'approbation de la nomination du nouveau directeur par la CSSF et jusqu'à l'assemblée générale de 2015 qui approuvera les comptes au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Le Mandataire

Référence de publication: 2014171304/20.

(140195711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.

LogiCor Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 170.062.

Rectificatif du dépôt no. L140161381

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014171354/10.

(140195775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2014.
